

Mondial 2026 /Algérie- Ouganda ce soir (17h00) :

P-12

Les Fennecs pour une qualification en apothéose

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D INFORMATION /Mardi 14 Octobre 2025//N° 1182// PRIX 20DA

Elle concrétise son engagement écologique
P-07

L'Algérie s'apprête à planter un million d'arbres

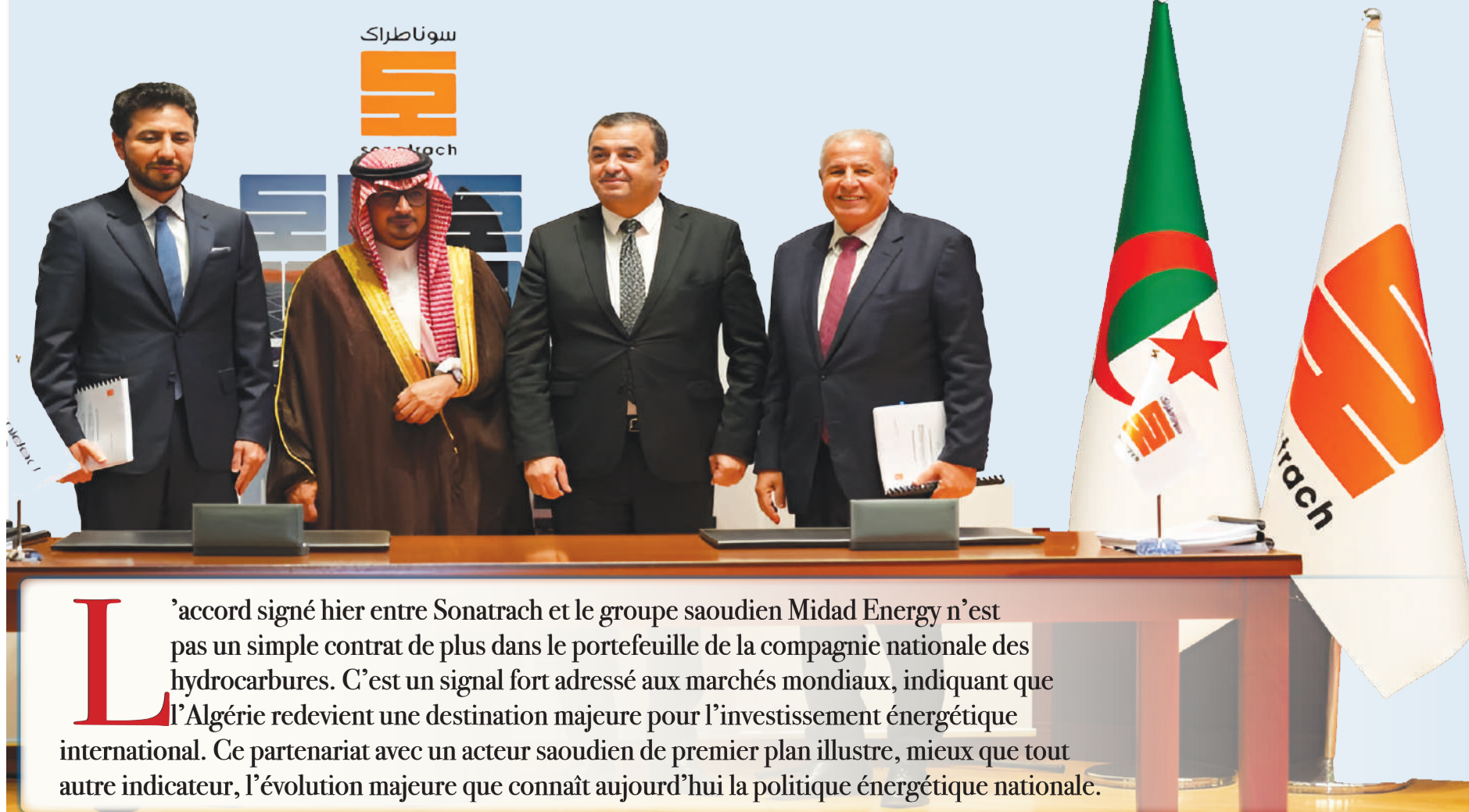


p- 03

Elle conclut un méga-contrat de 5,4 milliards de dollars avec Midad Energy

Sonatrach

diversifie ses alliances



L'accord signé hier entre Sonatrach et le groupe saoudien Midad Energy n'est pas un simple contrat de plus dans le portefeuille de la compagnie nationale des hydrocarbures. C'est un signal fort adressé aux marchés mondiaux, indiquant que l'Algérie redevient une destination majeure pour l'investissement énergétique international. Ce partenariat avec un acteur saoudien de premier plan illustre, mieux que tout autre indicateur, l'évolution majeure que connaît aujourd'hui la politique énergétique nationale.

Un naufrage politique annoncé :

P-04

Bruno Retailleau, la chute d'un ministre obsédé par l'Algérie

Il concrétise la vision de l'égalité des chances

P-05

Baddari lance la première école de formation pour sourds-muets



Il annonce une « nouvelle ère »

P-04

Trump promet la fin du conflit à Gaza et la paix au Moyen-Orient

Lors de sa participation au sommet international de Charm el-Cheikh, le président américain Donald Trump a promis de mettre fin définitivement au conflit à Gaza et d'ouvrir une nouvelle ère de stabilité au Moyen-Orient. Ce sommet, placé sous le signe de la paix, intervient après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre l'entité sioniste et le Hamas et la libération réciproque de prisonniers.



Il redonne plus de pouvoir aux collectivités locales

Le PLF 2026 confie aux walis l'attribution du foncier économique

Désormais, les walis auront le pouvoir d'attribuer directement le foncier économique dans les zones d'activités de proximité, une mesure censée accélérer l'investissement local et lever les lenteurs administratives, tout en marquant un rééquilibrage des compétences entre l'État central et les collectivités territoriales.



Les walis se voient désormais confier de nouvelles prérogatives, notamment l'attribution du foncier économique dans les zones d'activités de proximité prévues par l'article 158 du projet de loi de finances pour 2026. Cette nouvelle disposition législative précise que cette compétence est conférée aux walis « nonobstant toute disposition contraire », une mention qui vise notamment la loi encadrant l'octroi du foncier

industriel, laquelle avait réduit leurs prérogatives au profit de l'Agence nationale de l'investissement. Toutefois, l'application de cette mesure est renvoyée à un texte réglementaire, selon le second alinéa de cette disposition. Cette réforme devrait permettre de simplifier les procédures administratives et techniques et d'accélérer l'attribution du foncier destiné aux projets économiques. Elle constitue la première étape concrète vers le lancement des zones d'activités de proximité, annoncées en 2020 lors d'un Conseil des ministres et réaffirmées par le président Abdelmadjid Tebboune lors de la Conférence gouvernement-walis en décembre dernier. À cette occasion, le chef de l'État avait appelé à la mise en place de mécanismes permettant d'attribuer des terrains aux artisans et porteurs de petits projets dans des zones spécialement aménagées. Lors de cette même rencontre, il avait également été question de la création d'une banque dédiée au financement des projets des communes et des wilayas. Au début de l'année 2025, le ministère de l'Intérieur avait déjà annoncé un programme de financement et de réalisation de zones d'activités de proximité à travers le territoire national, en priorité dans les communes souffrant d'un déficit en aménagements et en infrastructures, afin de dynamiser l'investissement local et l'exploitation du foncier économique. Par ailleurs, les walis sont désormais habilités à accorder des concessions d'exploitation des plages aux assemblées populaires communales par voie de gré à gré en cas d'échec de la procédure d'appel d'offres. Dans ce cas, une redevance sera versée au Trésor public, équivalente au prix de départ fixé par les services des Domaines. La part des communes dans les recettes issues de l'exploitation des plages a été revue à la baisse : elle est désormais limitée à 50 %, le reste revenant au budget de l'État. Le ministère des Finances justifie cette décision par le fait que le littoral fait partie du domaine public naturel de l'État, conformément à l'article 15 de la loi n° 90-30 du 1^{er} décembre 1990 relative au domaine national. Selon le gouvernement, cette révision vise à rétablir un équilibre en faveur du Trésor public et à mieux valoriser le patrimoine national, tout en rappelant que l'administration des Domaines assure la totalité des tâches d'encadrement, fixation des tarifs, organisation des appels d'offres et collecte des recettes, sans bénéficier jusqu'ici d'aucune quote-part. Cependant, cette mesure risque de susciter la contestation des députés des régions côtières, inquiets de ses conséquences sur les budgets communaux, notamment pour les localités dont les recettes fiscales sont limitées.

R.N.

Elle passe à la vitesse supérieure

L'ANEM intègre l'intelligence artificielle pour améliorer ses services à l'emploi

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a présidé lundi une réunion consacrée à l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), axée sur l'évaluation de ses performances et sur les perspectives de modernisation de ses services. Dans son intervention, le ministre a mis en avant la nécessité de renforcer l'efficacité et la qualité des services publics de l'emploi, en adaptant l'action de l'ANEM aux mutations économiques et technologiques que connaît le pays. Il a insisté sur l'importance d'un traitement rapide des

dossiers des demandeurs d'emploi, de la mise en place d'un plan d'action à court et moyen terme et d'une meilleure coordination entre l'agence et les différents secteurs économiques afin de créer des opportunités adaptées aux compétences disponibles. Le directeur général de l'ANEM a, pour sa part, présenté le bilan 2025 de l'agence, marqué par des avancées dans la digitalisation de ses services et l'intégration progressive de l'intelligence artificielle pour améliorer la proximité avec les citoyens et la réactivité face aux demandes croissantes des chercheurs

d'emploi. Abdelhak Saihi a également appelé à l'utilisation accrue des technologies numériques et de l'IA pour simplifier les démarches administratives, moderniser la gestion interne et rapprocher davantage l'administration du citoyen. En conclusion, il a exhorté les cadres de l'ANEM à adopter une vision renouée fondée sur la performance, la qualité du service public et la valorisation des initiatives des jeunes, afin de faire de leur créativité un levier central dans la construction d'une économie nationale dynamique, inclusive et durable.

Kader M.

Il maintient son engagement social
L'État consacre 83 milliards DA à la revalorisation des salaires en 2026

Alors que pas moins de 83 milliards DA ont été alloués à la revalorisation des salaires en 2026 ; les transferts sociaux visant à soutenir les ménages à faible revenu s'élèvent à 2 284 milliards DA. Cela reflète, voire explique, bel et bien les grandes lignes de la politique économique et sociale clairement définie par les pouvoirs publics. Ainsi, le volume de dépenses de l'État alloué à la masse salariale dans le projet de loi de finances 2026 explique la politique citée plus haut. Non seulement elle vise la poursuite du soutien aux travailleurs et fonctionnaires, mais elle maintient les dépenses publiques, afin de subventionner les produits de large consommation, seul moyen de préserver les équilibres sociaux. La poursuite de l'injection des milliards dans les rémunérations, en dépit de leur poids considérable sur le budget de l'État, car représentant un taux de 33,6 % du budget global, confirme l'orientation adoptée par le président de la République Abdelmadjid Tebboune. La masse salariale pour l'année 2026 est estimée à 5,926 milliards DA, parmi lesquels 1 241,57 milliards DA destinés aux salaires des employés des établissements publics à caractère administratif, rapporte le contenu du projet de loi de finances. Comparativement à l'année 2025, pour laquelle la masse salariale s'élevait à 5 843 milliards DA, il y a lieu de noter une augmentation de 83 milliards DA, traduisant ainsi une hausse de 1,4 %. Cela confirme la tendance croissante des salaires en Algérie d'année en année. S'inscrivant dans les efforts des pouvoirs publics pour la protection du pouvoir d'achat et le maintien du caractère social de l'État, voire constituant une priorité affirmée à plusieurs reprises par le Président Tebboune, les dépenses liées aux transferts sociaux constituent dans le même cadre un autre poste important du budget. Lesquels transferts se traduisent par des aides allouées aux établissements publics d'une part et des transferts directs aux individus d'autre part. De ce fait, pas moins de 2 812 milliards DA sont prévus dans le projet de loi de finances pour le soutien aux établissements et organismes sous tutelle, parmi lesquels 1 768 milliards DA destinés aux établissements publics à caractère administratif, traduisant ainsi la volonté de l'État de poursuivre le financement de nombreuses structures ne générant pas de revenus suffisants pour la couverture de leurs dépenses. Quant aux transferts directs destinés au soutien des ménages à faible revenu, ils s'élèvent à 2 284 milliards DA. Ces derniers comportent notamment 420 milliards DA pour le financement de l'allocation chômage concernant plus de 2,18 millions de bénéficiaires. Dans ce sillage, l'État s'engage pour le maintien de cette aide, jusqu'à ce que les bénéficiaires trouvent un emploi, ou bénéficient des mécanismes de soutien à la création de projets d'entreprises individuelles, notamment pour les jeunes diplômés universitaires. Les dépenses destinées aux retraites et prestations connexes, qui devraient atteindre 424 milliards DA l'année prochaine, s'ajoutent à cela, ainsi que les subventions aux produits de première nécessité, à l'exemple de : céréales, lait, eau, énergie, sucre, huile, café. Enfin le projet de loi de finances évalue ces subventions à 657 milliards DA, confirmant ainsi la volonté irréversible de l'État à poursuivre sa politique de soutien aux prix, afin de garantir la stabilité du pouvoir d'achat. Une approche précédant la mise en œuvre du projet de transition vers un système de subventions ciblées, en remplacement des subventions généralisées actuelles, qui en fin de compte profitent aussi bien aux riches qu'aux pauvres.

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger
Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger
Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

Elle conclut un méga-contrat de 5,4 milliards de dollars avec Midad Energy

Sonatrach diversifie ses alliances

Le groupe énergétique national Sonatrach est en train de muscler ses contrats et de les diversifier à l'ombre d'une politique de diversification de ses partenaires en amont et en aval pétrolier et gazier. Hier lundi, Sonatrach a annoncé la signature d'un contrat d'une valeur d'environ 5,4 milliards de dollars avec la société saoudienne Midad Energy.



■ Par Merouane Korso

Ce contrat, de type partage de production, selon l'agence Reuters, porte sur l'exploration et le développement de pétrole et de gaz dans le bassin d'Illizi. Ce contrat s'étend sur une durée de 30 ans, avec une option de prolongation de 10 ans supplémentaires, et comprend une période d'exploration de sept ans. En outre, selon les termes de l'accord, Midad Energy North Africa prendra en charge l'intégralité du financement de l'investissement, dont 288 millions de dollars seront consacrés à la phase d'exploration. Midad Energy fait partie du groupe saoudien Alturki Holding, qui détient des participations dans les services industriels et énergétiques, notamment dans les opérations pétrolières et gazières

en amont. L'Algérie a décidé de se lancer dans un plan de modernisation de ses infrastructures d'hydrocarbures, d'augmentation de ses productions pétrolières, gazières et dérivées, et de mettre en application un grand volume d'investissements pour le prochain quinquennat. C'est ce qu'avait confirmé le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, dans son discours à l'ouverture du Napec d'Oran au début du mois d'octobre. Il a annoncé un plan d'investissement de 60 milliards de dollars sur les cinq prochaines années, destiné à moderniser les infrastructures énergétiques nationales, renforcer la production et accélérer la transition vers les énergies nouvelles et renouvelables. " Cette approche s'appuie sur une politique gouvernementale visionnaire et de grands efforts de modernisation, notamment dans le développement des infrastructures pétrolières et gazières et la

mise à jour du cadre juridique pour rendre le secteur plus attractif aux investissements étrangers, en particulier dans l'exploration offshore", a dit M. Arkab pour conforter la politique nationale en matière d'hydrocarbures. Ce sera donc un plan d'investissement massif de plus de 60 milliards de dollars pour la période 2025-2029, dont 80 % seront consacrés à l'amont pétrolier et gazier. Le reste sera orienté vers le développement de projets industriels structurants, notamment dans le raffinage et la pétrochimie, dans le but de renforcer la valeur ajoutée nationale et de réduire les importations. Ces projections attirent en fait de nouveaux partenaires et investisseurs, intéressés par les opportunités offertes par l'Algérie dans le domaine pétrolier. «Nous espérons avancer rapidement dans cet investissement qui bénéficiera à la production d'hydrocarbures en Algérie», avait déclaré à Alger M. Jon Adriel, vice-président d'ExxonMobil, chargé de l'exploration mondiale, en juin dernier. Pour rappel, le groupe Sonatrach avait signé en grandes pompes avec Sinopec un nouveau contrat de partage de production dans le périmètre de Hassi Berkane Nord, d'une valeur de 850 millions de dollars, dont 50 millions de dollars pour la recherche et 800 millions de dollars pour le développement de ce gisement gazier. En fait, il s'agit du deuxième plus important contrat signé entre Sonatrach et le Chinois Sinopec, après celui de Zerzaitine en 2003. D'une durée de 30 ans, renouvelable une fois pour une durée ne dépassant pas dix ans, ce contrat intervient à l'issue du protocole d'accord signé par les deux parties en mars 2024. Le financement de l'exploration sera assuré à hauteur de 100 % par la société chinoise, tandis que les investissements ultérieurs seront partagés, en cas de résultats positifs, à hauteur de 30 % pour Sonatrach et de 70 % pour Sinopec. Sonatrach multiplie les partenariats étrangers afin d'accroître sa production et de moderniser ses infrastructures. Le groupe énergétique algérien a déjà annoncé des contrats de production avec plusieurs partenaires et des préaccords avec les majors américains ExxonMobil et Chevron au cours de ces derniers mois. Par ailleurs, la production primaire des hydrocarbures de Sonatrach sera augmentée de 2,5 % en 2025, pour atteindre environ 206 millions de tonnes d'équivalent pétrole (TEP), a prévu, mercredi, le ministre de l'Énergie et des Mines. Outre les efforts de Sonatrach visant à renforcer les réserves du pays en hydrocarbures, les négociations menées depuis la promulgation de la nouvelle loi sur les hydrocarbures ont permis la signature de contrats avec plusieurs entreprises étrangères, à l'instar d'Eni (Italie), de Pertamina (Malaisie), de Respol (Espagne), de Sinopec (Chine), d'Oxy (États-Unis) et de TotalEnergies (France), a rappelé le ministre.

M. K.

L'ambassadeur d'Arabie saoudite à Alger : « Bâtir une coopération durable »

L'ambassadeur saoudien salue le partenariat Sonatrach-Midad Energy, qualifiant l'accord d'« étape majeure » dans la consolidation des relations économiques entre Alger et Riyad. L'ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite en Algérie, Abdullah bin Nasser Al-Bassairi, a salué la signature du partenariat entre Sonatrach et la société saoudienne Midad Energy North Africa, le qualifiant d'« étape majeure » dans la consolidation des relations économiques

entre les deux pays. Dans une déclaration à la presse, le diplomate a souligné que les relations économiques algéro-saoudiennes connaissent un essor remarquable et poursuivent leur développement en 2025, dans un esprit de coordination et de convergence des intérêts communs. L'ambassadeur saoudien a insisté sur la volonté partagée des dirigeants des deux pays de renforcer la coopération bilatérale dans les secteurs stratégiques tels que l'énergie, les mines et l'industrie. Il a, par ailleurs, salué les réformes économiques engagées par le président Abdelmadjid Tebboune, notamment la promulgation du nouveau code de l'investissement, qu'il a décrit comme un instrument essentiel pour attirer les capitaux étrangers. « Ce texte a instauré un environnement attractif et sûr, offrant des

garanties solides aux entreprises souhaitant investir en Algérie », a-t-il affirmé. Selon le diplomate, la signature du partenariat avec Midad Energy constitue un début prometteur et une base solide pour bâtir une coopération durable entre les deux pays. Il a rappelé que Midad Energy est la première entreprise saoudienne à conclure un accord de ce type avec Sonatrach, faisant de cette initiative un jalon symbolique dans l'histoire des relations économiques algéro-saoudiennes. L'ambassadeur a enfin adressé ses félicitations aux deux partenaires et formulé ses vœux de succès : « Nous espérons que cette réussite en appellera d'autres et qu'elle ouvrira la voie à de nouveaux projets conjoints entre le Royaume et l'Algérie », a-t-il conclu.

Y. B.

Abdelilah Ben Mohammed Ben Abdallah Al-Iban, PDG de Midad Energy :

Ce projet « en appellera d'autres »

Le président-directeur général du groupe saoudien Midad Energy, Abdelilah ben Mohammed ben Abdallah Al-Iban, a qualifié la signature du premier contrat liant son groupe à Sonatrach de « moment marquant » dans le développement du partenariat économique entre l'Algérie et l'Arabie saoudite. Le responsable saoudien a salué « une coopération fondée sur la confiance mutuelle et la complémentarité », tout en

exprimant sa conviction que ce projet pionnier ouvrira la voie à d'autres réalisations communes dans un avenir proche. Pour Abdelilah Al-Iban, cet accord constitue « une avancée stratégique majeure », reflétant la volonté commune des deux pays d'œuvrer ensemble pour un développement durable, équilibré et conforme aux standards techniques, environnementaux et juridiques internationaux. Le PDG de Midad Energy a tenu à exprimer

sa reconnaissance aux autorités algériennes pour leur accompagnement constant, adressant « une mention particulière » au ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, pour son « soutien continu et sa vision éclairée ». Présente sur les quatre continents, Midad Energy considère désormais l'Algérie comme un partenaire stratégique de long terme. « Notre engagement dans le projet Illizi-Sud illustre pleinement notre confiance

dans le potentiel de ce pays, la compétence de ses ingénieurs et la solidité de son environnement d'investissement », a déclaré Al-Iban. Ce partenariat vient ainsi consolider l'axe Alger-Riyad, qui s'affirme de plus en plus comme un levier majeur de coopération. Il devrait ouvrir la voie à de nouvelles perspectives d'investissement dans les hydrocarbures, la pétrochimie, l'industrie et les services associés.

Y. B.

ÉDITORIAL l'EXPRESS

Un signal fort

■Par Par Youcef S

L'accord signé hier entre Sonatrach et le groupe saoudien Midad Energy n'est pas un simple contrat de plus dans le portefeuille de la compagnie nationale des hydrocarbures. C'est un signal fort adressé aux marchés mondiaux, indiquant que l'Algérie redevient une destination majeure pour l'investissement énergétique international. Ce partenariat avec un acteur saoudien de premier plan illustre, mieux que tout autre indicateur, l'évolution majeure que connaît aujourd'hui la politique énergétique nationale. Après les Chinois de Sinopec, les Italiens d'Eni, les Américains d'ExxonMobil et de Chevron, ou encore les Français de TotalEnergies, c'est désormais un groupe issu du Golfe qui choisit de s'engager durablement en Algérie. Longtemps concentrée sur ses partenaires historiques, Sonatrach a ainsi amorcé une stratégie de diversification et d'ouverture. Le contrat conclu avec Midad Energy illustre cette volonté de dépasser les schémas traditionnels et d'élargir la coopération à de nouveaux pôles, notamment au Moyen-Orient. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte marqué par une refonte du cadre législatif et économique, engagée depuis la loi sur les hydrocarbures de 2019. Ce texte, souvent présenté comme le socle de la relance, a redéfini les conditions d'accès au marché national des hydrocarbures et offert des garanties attractives aux investisseurs étrangers. À cela s'ajoute une amélioration notable du climat des affaires, confortée par les réformes économiques engagées sous la présidence d'Abdelmadjid Tebboune. Ainsi, le retour des grands groupes étrangers témoigne de l'attractivité retrouvée. Et, la signature de ce contrat de longue durée dans le bassin d'Illizi traduit une confiance renouvelée dans la stabilité. Les nouveaux accords de partage de production, plus équilibrés et juridiquement sécurisés, permettent aux partenaires étrangers de s'engager dans des projets de long terme, tout en garantissant à Sonatrach le contrôle stratégique de ses ressources. À travers ces partenariats, Sonatrach ne vend pas son pétrole, elle capitalise sur son potentiel. La stratégie actuelle vise à moderniser les infrastructures, à accroître la production et à développer les segments du raffinage et de la pétrochimie, afin de renforcer la valeur ajoutée nationale et de réduire les importations. Cela devrait permettre à la compagnie nationale de se repositionner comme un acteur central du paysage énergétique tant régional qu'international

Y.S.

Il annonce une « nouvelle ère »

Trump promet la fin du conflit à Gaza et la paix au Moyen-Orient

Lors de sa participation au sommet international de Charm el-Cheikh, le président américain Donald Trump a promis de mettre fin définitivement au conflit à Gaza et d'ouvrir une nouvelle ère de stabilité au Moyen-Orient. Ce sommet, placé sous le signe de la paix, intervient après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre l'entité sioniste et le Hamas et la libération réciproque de prisonniers.



Par Boualem B.

L'échange de prisonniers entre les forces d'occupation et la résistance palestinienne s'est déroulé hier dans le cadre de la première phase de l'accord de cessez-le-feu à Gaza. La résistance palestinienne a libéré vingt prisonniers israéliens vivants et a entamé la remise des dépouilles des détenus décédés. Par ailleurs, les autorités d'occupation ont commencé à libérer 250 prisonniers palestiniens condamnés à la

réclusion à perpétuité ou à de longues peines, ainsi que 1 718 détenus arrêtés dans la bande de Gaza depuis le début du conflit, le 8 octobre 2023. C'est dans ce contexte que le président américain, Donald Trump, est arrivé hier soir à Charm el-Cheikh, en Égypte, afin de participer au « Sommet international de Charm el-Cheikh pour la paix », dont l'objectif est de mettre un terme définitif à la guerre d'extermination menée par Israël contre la bande de Gaza. La chaîne Al-Qahira Al-Ikhbariya a annoncé l'arrivée de l'avion

de Trump à l'aéroport de Charm el-Cheikh, en provenance d'Israël. Il a été reçu par le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi. Lors de son intervention, Trump a indiqué que le Moyen-Orient traverse une « période très particulière » et a exprimé son optimisme quant à la possibilité d'accomplir davantage de progrès sur la voie de la paix régionale. Depuis la ville égyptienne de Charm el-Cheikh, il a ajouté que « l'Iran rejoindra ce mouvement, mais nécessite un certain soutien », soulignant que « l'accord relatif à Gaza n'aurait

pas été envisageable sans les frappes contre les installations nucléaires iraniennes ». Il a précisé que des équipes sont actuellement déployées sur le terrain à Gaza afin de rechercher les corps des prisonniers israéliens, ajoutant que cette zone « est fortement encombrée de débris et nécessite un nettoyage approfondi ». Il a conclu en affirmant : « Nous observerons des progrès significatifs au Moyen-Orient durant la prochaine phase. »

Un sommet et des attentes

Le sommet a été inauguré hier au centre des congrès de la ville égyptienne de Charm el-Cheikh, en présence des chefs d'État de plus de vingt pays, sous la coprésidence des présidents égyptien et américain. Parmi les participants figurent notamment le président turc Recep Tayyip Erdogan, le président palestinien Mahmoud Abbas, l'émir du Qatar Tamim ben Hamad, le roi Abdallah II de Jordanie, ainsi que les dirigeants français, allemand, britannique et espagnol. Intitulé « Sommet de Charm el-Cheikh pour la paix », cet événement vise à « mettre un terme au conflit dans la bande de Gaza, à renforcer les efforts pour instaurer la paix et la stabilité au Moyen-Orient, et à ouvrir une nouvelle ère de sécurité et de stabilité régionale », selon un communiqué publié samedi soir par la présidence égyptienne. Ce sommet intervient suite à l'entrée en vigueur, vendredi à midi heure locale (9 heures GMT), d'un accord de cessez-le-feu entre le Hamas et Israël, approuvé par le gouvernement israélien dans la matinée du même jour. Par ailleurs, le journal Israel Hayom a rapporté lundi que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait annulé sa participation au sommet de Charm el-Cheikh consacré à Gaza en raison de l'opposition exprimée par certains pays participants. Le 9 octobre dernier, Trump avait annoncé qu'Israël et le Hamas étaient parvenus à un accord sur la première phase de son plan de cessez-le-feu et d'échange de prisonniers, à l'issue de négociations indirectes entre les deux parties à Charm el-Cheikh, avec la participation de la Turquie, de l'Égypte et du Qatar, et sous la supervision des États-Unis. **B.B.**

Un naufrage politique annoncé

Bruno Retailleau, la chute d'un ministre obsédé par l'Algérie

■ Par Aida Mouni

Écarté du gouvernement après une série de provocations contre Alger, Bruno Retailleau laisse derrière lui un bilan sous tension. Devenu l'un des symboles d'une droite radicalisée, l'ex-ministre de l'Intérieur aura fait de l'Algérie le champ de sa surenchère politique, au prix d'un désaveu présidentiel et d'une fracture durable dans la relation franco-algérienne. L'annonce est tombée le 9 octobre, à l'issue de 48 heures d'intenses tractations à l'Élysée. Bruno Retailleau, ministre d'État et titulaire de l'Intérieur, quitte le gouvernement Lecornu. L'épisode clôt une année de tensions internes et d'escalades verbales, marquée par une obsession devenue sa signature politique : l'Algérie. Nommé place Beauvau le 21 septembre 2024, l'ancien président du groupe Les Républicains au Sénat avait bâti sa stature nationale sur un discours sécuritaire et identitaire. À peine installé, il trouva dans le meurtre de Philippine Le Noir de Carlan (une étudiante de 19 ans assassinée à Paris par un ressortissant marocain déjà condamné) l'occasion d'ériger la question migratoire en symbole du « désordre français ». Le ton était donné. S'il n'aura jamais réussi à faire adopter un texte sur l'immigration, son passage au ministère fut jalonné d'instructions préfectorales restrictives et d'initiatives unilatérales qui ont souvent embarrassé la diplomatie française. En un an, Retailleau aura surtout démontré que son combat politique se nourrissait d'affrontements symboliques, en particulier avec Alger. Sa rhétorique s'est durcie dès le printemps 2025. Dans les médias, il multipliait les attaques contre la politique étrangère du président Emmanuel Macron, accusé de « faiblesse » face à l'Algérie. Le Figaro, RTL, CNews : Retailleau y livrait une ligne de conduite claire, celle du rapport de force. Il allait jusqu'à remettre en cause des décisions administratives algériennes concernant la communauté nationale établie à l'étranger, notamment l'octroi de passeports pour les ressortissants en situation irrégulière. Cette posture, perçue à Alger comme une provocation permanente, a culminé lorsqu'il a dénon-

cé les « passeports délivrés à des clandestins » par le consulat d'Algérie à Toulouse, avant d'instruire les préfets à ne « pas reconnaître ces documents ». Une ingérence jugée intolérable par les autorités algériennes, qui ont immédiatement convoqué l'ambassadeur de France. Le chef du gouvernement, Sébastien Lecornu, déjà fragilisé par des dissensions internes, s'était alors trouvé pris entre la présidence et son ministre d'État. Emmanuel Macron, soucieux de préserver un canal de dialogue avec Alger, avait tenté d'amorcer un apaisement après une série d'incidents diplomatiques, notamment le refus d'entrée sur le territoire français à l'épouse d'un ambassadeur d'Algérie en poste. Mais à chaque tentative de détente, Retailleau répondait par une nouvelle surenchère. En septembre, il s'oppose publiquement à son collègue des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, l'accusant de pratiquer une « diplomatie d'impuissance ». Ce dernier réplique en dénonçant un « chantage pour les places », référence à la menace de démission que Retailleau avait proférée quelques semaines plus tôt pour obtenir un portefeuille renforcé. Dans les couloirs du gouvernement, on évoquait un ministre « incontrôlable », mû par des calculs personnels. Un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay résumait la situation en ces termes : « Il ne parle plus comme ministre de l'Intérieur, mais comme candidat à la présidentielle. » Ancien proche de Philippe de Villiers, sénateur de Vendée et figure des Républicains, Bruno Retailleau se rêvait en champion d'une droite de rupture. En reprenant les formules du vieux lepénisme (les « Français de papier », le « combat de civilisation » contre le « wokisme »), il s'est positionné comme le maillon manquant entre la droite classique et l'extrême droite. Son obsession algérienne s'inscrit dans une longue tradition politique hexagonale, celle d'une droite nostalgique de « l'Algérie française », où la reconnaissance de l'indépendance algérienne reste une blessure non refermée. En prônant la sortie unilatérale des accords migratoires de 1968, Retailleau s'est aligné sur la ligne du Rassemblement national, au risque d'isoler

la France sur le plan diplomatique. Le bilan de son passage à l'Intérieur reste marqué par l'échec, aucun texte législatif sur l'immigration n'a vu le jour, malgré des promesses répétées de « reprise du contrôle des frontières ». Ses polémiques successives (de la circulaire sur la naturalisation à ses consignes restrictives aux préfetures) n'ont produit que des crispations et des tensions sociales. Dans une interview donnée en mars dernier à ses militants, Retailleau revendiquait pourtant ce tumulte : « Chaque polémique m'a servi », disait-il. De fait, son objectif n'était plus d'administrer, mais de capter l'attention médiatique, de court-circuiter la hiérarchie gouvernementale et de bâtir une base électorale pour 2027. Mais l'effet boomerang fut implacable. En s'érigeant en rival de Macron au sein même de l'exécutif, il a transformé le gouvernement en champ de bataille. Sa mise à l'écart, décidée au terme d'un bras de fer avec Lecornu, marque la fin d'un cycle où la diplomatie s'est trouvée instrumentalisée au profit d'ambitions personnelles. La dernière sortie de Bruno Retailleau, quelques jours avant sa démission, résume l'ensemble de son parcours gouvernemental. Interrogé sur l'Algérie, il affirmait que « la France doit changer de ton » et « assumer un rapport de force que le pouvoir algérien a choisi ». Ces mots, à peine voilés, sonnaient comme une profession de foi politique plus que comme une ligne d'État. Lecornu, fatigué de ces tensions permanentes, a remis sa démission au président le 6 octobre. Dans la foulée, l'Élysée a acté la fin de mission du ministre de l'Intérieur, mettant un terme à ce qu'un conseiller qualifie de « chaos organisé ». L'épisode laisse un goût amer, celui d'une diplomatie fracturée, d'une droite divisée et d'un ministre dont la quête de pouvoir aura, paradoxalement, révélé la faiblesse d'un projet politique sans vision. Au bout du compte, Bruno Retailleau aura confondu l'Algérie avec une scène de campagne et la politique étrangère avec un levier électoral. L'histoire retiendra sans doute qu'il fut, moins qu'un ministre d'État, un candidat en quête d'État. **A.M.**

Il exalte la mémoire nationale Le ministre des Moudjahidine rend hommage aux anciens condamnés à mort

Abdelmalek Tacherift a reçu, lundi, une délégation de l'Association nationale des anciens condamnés à mort, indique un communiqué du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit. Lors de la rencontre, Tacherift a salué « la haute symbolique nationale que représentent les anciens condamnés à mort, en tant que témoins d'une étape de lutte immortelle dans l'Histoire de l'Algérie, méritant amplement le titre de martyrs vivants, pour leurs sacrifices et leurs hauts faits qui resteront gravés dans la Mémoire nationale ». Cette rencontre, tenue au siège du ministère, a été l'occasion de « rappeler le rôle majeur de l'association dans la transmission de la mémoire des moudjahidine et des moudjahidate qui se sont sacrifiés pour la patrie et qui ont subi les pires formes de torture dans les prisons coloniales alors qu'ils attendaient l'exécution des peines de mort injustes prononcées à leur encontre », précise la même source.

Elle place la santé mentale au cœur de sa stratégie

La tutelle renforce la prévention et la prise en charge de proximité

La prévalence des hospitalisations en soins psychiatriques, notamment ceux sous contrainte, est en augmentation, a révélé hier le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudène, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la santé mentale. Le ministre de tutelle estime que l'addiction et la toxicomanie constituent également une source de complications sanitaires de très grande gravité, qui ne se limitent pas seulement aux troubles mentaux, mais qui engendrent aussi des maladies chroniques, faisant savoir que des groupes de travail multisectoriels s'attellent à rédiger des textes réglementaires pour l'hospitalisation sous contrainte.



■ Par Meriem Kaci

Le ministère de la Santé fait de la santé mentale une priorité nationale », a indiqué le ministre lors de son allocution. La santé mentale est indéniablement un aspect crucial de la santé publique, comme le souligne la loi n° 18-11 relative à la santé. Toutefois,

en dépit des efforts consentis, en matière d'infrastructures de santé ainsi que sur les plans juridique et organisationnel, les défis persistent, explique le ministre. Sans communiquer un chiffre, ce dernier fait savoir qu'au cours des dernières années le nombre des hospitalisations a augmenté. « Nous avons constaté une augmen-

tation remarquable des hospitalisations en soins psychiatriques, notamment les hospitalisations sous contrainte », a-t-il précisé. Une situation qui a amené les pouvoirs publics à mettre en place un cadre réglementaire via l'élaboration d'un plan national pour l'amélioration de la santé mentale. Ce plan, précise M. Ait Mes-

saoudène, s'inscrit dans le cadre du Plan d'action mondial pour la santé mentale (2013-2020) émis par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et qui propose une nouvelle vision axée sur la priorité donnée à la prise en charge de proximité, comme l'indique le slogan de notre journée : « Promotion de la santé mentale de proximité », et à fournir des services tenant compte des différentes étapes de la vie, dans une approche multisectorielle.

Renforcer la prévention contre l'addiction et la toxicomanie

M. Ait Messaoudène a établi une corrélation entre l'addiction aux drogues et la santé mentale. « L'addiction aux stupéfiants affecte négativement l'équilibre psychologique et mental de l'individu, notamment parmi les enfants et les adolescents », met en garde le ministre. Le ministre de tutelle explique que l'addiction et la toxicomanie entraînent des troubles graves touchant la santé publique et exacerbant la souffrance au sein des familles, tout en provoquant des répercussions sociales et économiques lourdes. « L'addiction et la toxicomanie présentent également des complications sanitaires de très grande gravité, qui ne se limitent pas seulement aux troubles mentaux, mais qui engendrent aussi des maladies physiques chroniques, en particulier celles touchant le système cardiovasculaire, telles que les

troubles du rythme cardiaque, l'hypertension artérielle et l'insuffisance cardiaque, sans oublier d'autres effets sanitaires », a énuméré le ministre. Ce fléau social auquel est confrontée la société aujourd'hui implique d'imposer des « sanctions sévères pour les trafiquants de stupéfiants », estime le ministre, qui fait savoir qu'un groupe de travail multisectoriel s'attelle à rédiger des textes réglementaires sur « l'hospitalisation sous contrainte » dans les établissements de psychiatrie. Dans ce sens, le ministère, en collaboration avec les secteurs concernés, notamment l'Éducation, l'Intérieur, la Justice et la Solidarité nationale, travaille à renforcer les programmes de prévention et de prise en charge des personnes dépendantes aux drogues, en mettant l'accent sur la sensibilisation précoce aux dangers des stupéfiants et des substances psychotropes pour protéger la santé de nos enfants et l'avenir de la société. Il a fait savoir qu'un groupe de travail multisectoriel a été mis en place, notamment la Justice et l'Intérieur, afin de préparer des textes réglementaires liés à l'hospitalisation sans consentement. « Nous avons commencé à rédiger le texte relatif à l'hospitalisation sous contrainte, en parallèle avec l'organisation des services liés à la santé mentale. » Il a rappelé que l'État a consacré des ressources importantes pour la construction d'infrastructures. « Le pays compte actuellement, avec 55 centres, dont 5 centres hospitaliers et 50 établissements de proximité, renforcés par plus de 1200 médecins spécialisés en psychiatrie et en pédopsychiatrie », a précisé le ministre.

Il évalue la performance des unités du Sud

Le colonel Boughlaf en mission d'inspection à Tindouf, Béni Abbès et Béchar

Le directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Boughlaf, a entamé hier une visite de travail et d'inspection dans les wilayas de Tindouf, Beni Abbès et Béchar, dans le but de renforcer les moyens opérationnels et d'élever le niveau de performance des différentes structures de la Protection civile, a indiqué la Direction générale de la Protection civile (DGPC) dans un communiqué. « Dans le cadre de la mise en œuvre du programme annuel de travail de la DGPC, visant à renforcer les moyens opérationnels et à élever le niveau de performance des différentes structures à travers le territoire national, le DG de la Protection civile, le colonel Boualem Boughlaf, accompagné des cadres centraux, effectue une visite de travail et d'inspection dans les wilayas de Tindouf, Beni Abbès et Béchar, durant la période allant du 13 au 16 octobre courant », précise la même source. Cette visite s'inscrit dans le cadre « du suivi régulier et de proximité des activités de la DGPC. Elle a pour objectif d'examiner les moyens administratifs et opérationnels mis à la disposition des directions de wilayas, d'évaluer le degré de disponibilité du

personnel et des équipements et de vérifier la mise en œuvre des programmes destinés à renforcer les capacités d'intervention face aux différents risques, notamment ceux liés aux spécificités géographiques et climatiques des régions du Sud », ajoute la même source. Au cours de cette mission, M. Boughlaf procédera « à l'inspection de plusieurs unités opérationnelles, telles que les unités principales, secondaires et les postes avancés, situés aussi bien dans les zones frontalières que dans les régions éloignées ». « Ces structures constituent des points stratégiques essentiels dans le dispositif national d'intervention rapide. Cette visite permettra d'évaluer de près les moyens humains et matériels mobilisés pour garantir une réponse efficace aux situations d'urgence et une prise en charge optimale des différents types d'incidents, même dans des conditions difficiles. » Le programme de la visite comprend également « l'examen de l'état d'avancement des projets programmés ou en cours de réalisation, destinés à renforcer la couverture opérationnelle, ainsi que l'équipement de nouvelles unités et de sièges administratifs modernes, visant à amé-

liorer les conditions de travail et à assurer une efficacité accrue sur le terrain », relève la DGPC, ajoutant que « cette mission offrira l'opportunité de constater l'évolution des travaux et la conformité des équipements aux normes techniques les plus récentes ». Par ailleurs, le directeur général tiendra des rencontres « avec les cadres locaux et les agents de la Protection civile, visant à évaluer les conditions de travail quotidiennes, recueillir leurs préoccupations et propositions relatives à l'amélioration des performances, ainsi qu'à suivre la mise en œuvre des différents programmes de formation, tant opérationnels que préventifs ». Cette visite traduit « la volonté constante de la DGPC de consolider la culture de l'évaluation de terrain et de maintenir un dialogue permanent avec les unités opérationnelles, dans le but de renforcer la complémentarité entre les niveaux central et local, de soutenir les capacités logistiques et humaines, et de garantir un service public de qualité, à la hauteur des attentes des citoyens, tout en assurant une meilleure réactivité et efficacité face aux différents risques et catastrophes », conclut le communiqué.

Il concrétise la vision de l'égalité des chances

Baddari lance la première école de formation pour sourds-muets

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Kamel Baddari a lancé officiellement hier le début de l'année pédagogique à l'École nationale supérieure des enseignants des sourds muets de Béni Messous. « 2027 verra la formation et la graduation de 1500 professeurs de l'enseignement secondaire répartis sur 47 wilayas », a précisé le ministre. M. Baddari a déclaré que l'Algérie a remporté le challenge de réaliser la première école au niveau africain et arabe, destinée à la formation des enseignants destinés à l'enseignement secondaire. L'école constitue un des fruits de la vision humaine stratégique de la Nouvelle Algérie victorieuse de l'égalité des chances, qui se construit avec l'intelligence de tous, avec le savoir et la connaissance de tous et les efforts de tous, a-t-il dit.

G20

Sayoud en Afrique du Sud



Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a pris part, ce lundi au Cap (Afrique du Sud), à la réunion ministérielle du groupe de travail sur la réduction des risques de catastrophe (RRC) relevant du Groupe des Vingt (G20), a indiqué un communiqué du ministère. « Dans le cadre des activités du groupe de travail du G20 sur la réduction des risques de catastrophe, tenues au Cap (Afrique du Sud), le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a pris part, ce lundi matin, aux travaux de la réunion ministérielle, en présence des représentants des Gouvernements des Etats participants et des organisations internationales », précise le communiqué. La tenue de cette réunion ministérielle de haut niveau, coïncidant avec la célébration de la Journée internationale pour la réduction des risques de catastrophe, se veut un « couronnement des travaux des réunions techniques et des événements parallèles qui ont débuté depuis le 8 octobre courant, avec la participation des pays membres et de cinq pays invités ainsi que des organisations internationales onusiennes et régionales ». Cette rencontre devra, en outre, « aboutir à l'adoption de la Déclaration ministérielle du G20 sur la RCC, et permettra de passer en revue les résultats et les priorités de l'action du Groupe dans le domaine du renforcement de la résilience, de l'amélioration des systèmes d'alerte précoce et du soutien à l'investissement pour la réduction des risques à travers la coopération internationale ». L'Algérie « participe pour la première fois à cet important rendez-vous international, en tant qu'invitée, dans le cadre des activités du G20, réaffirmant ainsi son engagement à promouvoir la coopération internationale dans le domaine de la gestion des catastrophes et de l'adaptation aux changements climatiques », conclut le communiqué.

TRAITEMENTS INNOVANTS EN ALGÉRIE

Partenariat stratégique entre Saidal et Novo Nordisk Algérie

Le Groupe Saidal et Novo Nordisk, leader mondial dans l'innovation thérapeutique dans le domaine des maladies chroniques - notamment le diabète et l'obésité - ont signé, hier, un protocole d'accord stratégique pour le développement conjoint de la production et de la distribution de molécules innovantes, incluant les insulines de dernière génération.

Par : Ines B

"La cérémonie de signature s'est tenue au siège de la direction générale du Groupe Saidal, en présence de Mme Nabila Benygzer née Ouaret, directrice générale du Groupe Saidal, et de M. Hamza Benharkat, directeur général de Novo Nordisk Algérie, ainsi que de cadres des deux entreprises", indique Saidal dans sa page officielle facebook. Cet accord ambitieux, précise le groupe, porte sur le développement conjoint de la production et de la distribution de molécules innovantes, incluant les insulines de dernière génération de Novo Nordisk. Il marque une étape majeure vers la mise en œuvre d'une production aseptique dite « full process » en Algérie, fruit d'un partenariat technologique entre les deux entreprises. "Résultant d'une vision commune des dirigeants des deux groupes, ce partenariat « gagnant-gagnant » repose sur le transfert de savoir-faire et de technologie", explique Saidal. Il ouvre de nouvelles perspectives de développement durable pour les deux compagnies, tout en renforçant significativement les capacités locales de production pharmaceutique en Algérie, contribuant ainsi aux efforts consentis par les autorités algériennes pour assurer



la souveraineté sanitaire. "En alliant l'expertise de Novo Nordisk en matière de recherche et développement à l'expérience industrielle et à l'ancrage solide du Groupe Saidal, dans le tissu pharmaceutique national, cette alliance stratégique profitera avant tout aux patients algériens. Elle leur garantira un meilleur accès à des traitements inno-

vants, sûrs et de haute qualité, répondant aux standards internationaux les plus exigeants", conclut-on. Novo Nordisk Algérie est assurée, actuellement, la production locale de médicaments pour les maladies chroniques, notamment le diabète, l'obésité, l'hémophilie et les maladies endocriniennes rares. L'entreprise se concentre sur la fabrication

et la fourniture de traitements innovants et rendables, ce qui contribue à réduire les pénuries et à améliorer l'accès des patients. En plus de la production, l'entreprise est impliquée dans des initiatives de santé publique, comme des campagnes de sensibilisation et de dépistage du diabète.

Inès B.

Prévision du prix de l'or à 5 000 \$/oz pour 2026

Bank of America Global Research a relevé lundi ses prévisions de prix pour les métaux précieux, portant sa perspective pour l'or à 5 000 dollars l'once en 2026, avec une moyenne estimée autour de 4 400 dollars, selon zonebourse.

Le cours de l'or a franchi pour la première fois la barre des 4 000 dollars l'once le 8 octobre. Les prix du métal jaune ont atteint un nouveau record à 4 079,62 dollars lundi, alors que les investisseurs ont renforcé leurs positions de valeur refuge après que le président américain Donald Trump a renouvelé ses menaces de tarifs douaniers contre la Chine, tandis que les attentes de baisses des taux d'intérêt américains ont accru l'attrait du métal précieux. [GOL/].

La banque évoque un risque de correction à court terme, mais anticipe néanmoins une nouvelle progression en 2026.

« En se projetant sur 2026, une augmentation de 14 % de la demande d'investissement -- similaire à celle observée cette année -- pourrait porter l'or à 5 000 \$/oz », a noté la banque.

Cette envolée spectaculaire est soutenue par un climat économique globalement instable, où l'attrait pour les actifs de couverture reprend le dessus. La fragilité du dollar américain, fragilisé notamment par les décisions économiques de l'administration Trump, a redonné à l'or sa stature de



valeur refuge universelle. Certains scénarios projettent une hausse annuelle moyenne de 9 %, ce qui positionne le cours de l'or à 6000 dollars d'ici cinq ans. À ce rythme, il s'agirait d'un gain d'environ 48,6 % par rapport aux niveaux actuels. Au-delà de cette étape intermédiaire, une croissance prolongée pourrait porter l'once jusqu'à 9000 dollars dans une décennie, soit une progression cumulée de 123 %. Des chiffres qui, bien que spectaculaires, sont alimentés par des tendances concrètes observées sur les marchés financiers et monétaires. Plusieurs fac-

teurs expliquent cet engouement autour de l'or. Parmi eux, le ralentissement de la croissance mondiale, les tensions commerciales récurrentes, ainsi que la perte de confiance dans la politique économique américaine, notamment depuis l'introduction de tarifs douaniers massifs sous l'ère Trump. Les marchés, en quête de stabilité, redirigent les flux vers des actifs tangibles comme l'or. Par ailleurs, de nombreuses banques centrales renforcent leurs réserves, désireuses de se protéger d'une trop grande dépendance au dollar.

UNITÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS SOLAIRES

Plusieurs projets de recherche présentés au wali de Tipaza

Le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) a annoncé que son Unité de développement des équipements solaires (UDES/EPST) a présenté au wali de Tipaza les résultats de plusieurs projets de recherche ayant un impact direct sur les secteurs économique et social. « L'Unité de développement des équipements solaires de Bou Ismail a eu l'honneur d'accueillir le wali de Tipaza, M. Ali Moulay, et de lui présenter en détail les résultats de projets de recherche ayant un impact direct sur les secteurs économique et social », indique le CDER sur sa page Facebook officielle. Parmi ces projets figurent : un système de nettoyage des centrales solaires et photovoltaïques, un système de triple traitement pour l'épuration des eaux usées en vue de leur réutilisation dans le secteur agricole, le refroidissement solaire d'un élevage avicole grâce à l'énergie solaire, le développement d'une salle de culture d'orge alimentée à l'énergie solaire, ainsi qu'un système d'éclairage intelligent. Le wali de Tipaza a souligné la nécessité d'investir dans ces modèles et de les intégrer à divers projets de développement, tels que l'éclairage intelligent, le traitement des eaux usées, l'agriculture intelligente et le refroidissement des poulaillers, ajoute le CDER. L'Unité de développement des équipements solaires (UDES) a pour mission de concevoir, développer et optimiser des équipements utilisant l'énergie solaire pour divers usages : chauffage, production d'électricité, refroidissement ou dessalement d'eau. Elle assure également la fabrication de prototypes et de préséries, ainsi que l'amélioration des procédés de conversion de l'énergie photovoltaïque. L'UDES s'attache surtout à développer des solutions innovantes, telles que des systèmes de nettoyage de panneaux solaires, des dispositifs de traitement de l'eau, des systèmes de refroidissement solaire pour l'agriculture et des solutions d'éclairage intelligent.

I. B.

DJELLAOUI INSISTE SUR LE RESPECT DES DÉLAIS À DJELFA

Des calendriers précis pour les projets du programme complémentaire

En visite de travail dans la wilaya de Djelfa, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a réaffirmé, dimanche, la nécessité de respecter les délais de réalisation des projets relevant de son département, en s'appuyant sur des calendriers précis. Il a souligné que les projets inscrits au titre du programme complémentaire de développement doivent bénéficier d'un suivi rigoureux, compte tenu de leur importance stratégique pour le développement local. « Le grand défi dans la wilaya de Djelfa concerne le niveau de concrétisation de ces projets, approuvés par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en raison de leur rôle essentiel dans le soutien au développement économique et social de la région », a-t-il déclaré. Lors de la première étape de sa visite, le ministre a inspecté les travaux de modernisation et d'élargissement de la RN1 sur le tronçon reliant Djelfa à Hassi Bahbah, long de 50 km, où une troisième voie est en cours d'aménagement. Le taux d'avancement des travaux varie, selon les lots, entre 20 et 50 %. Il s'est ensuite rendu sur le chantier de dédoublement de la RN1 entre Djelfa et Laghouat, sur une distance de 64 km, notamment au niveau du premier tronçon de la rocade ouest de Djelfa (8 km). À ce propos, il a rappelé qu'une réunion centrale de suivi avait récemment été tenue pour examiner les priorités d'intervention et lever les obstacles techniques ou administratifs freinant l'exécution des projets. Une commission d'inspection a d'ailleurs été dépêchée à trois reprises dans la wilaya pour relancer les projets en retard et lever les contraintes rencontrées sur le terrain. Le ministre poursuivra sa visite ce lundi dans les communes de Dar Chioukh et Messaad, avant de se rendre au chef-lieu de wilaya pour inspecter notamment le projet d'aménagement de la rocade réservée aux poids lourds et l'école des métiers des travaux publics. En clôture de la première journée de sa visite, Abdelkader Djellaoui a suivi un exposé détaillé sur la situation globale des projets de son secteur dans la wilaya, laquelle a bénéficié, dans le cadre du programme complémentaire, d'une enveloppe financière estimée à près de 50 milliards de dinars, selon les précisions du wali de Djelfa, Djahid Mous.

ELLE CONCRÉTISE SON ENGAGEMENT ÉCOLOGIQUE

L'Algérie s'apprête à planter un million d'arbres

Le 25 octobre, l'Algérie lancera la plus grande campagne nationale de plantation d'arbres, visant à planter un million d'arbres en 24 heures. Sur sa page Facebook officielle, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Yacine Oualid, a annoncé le lancement d'une campagne nationale ambitieuse visant à planter un million d'arbres en une seule journée.

Par : Inès B.

L'initiative sera supervisée par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, ainsi que par la Direction générale des forêts, en partenariat avec l'association Algérie verte, dirigée par le militant écologiste Fouad Maala. La campagne, qui s'étendra sur les cinquante-huit wilayas du pays, prévoit la plantation d'un million de plants soigneusement sélectionnés pour répondre aux spécificités de chaque région, reflétant ainsi l'engagement de l'Algérie en faveur de la valorisation de la végétation et de la lutte contre le changement climatique. Le ministre a souligné que cette initiative ne se limite pas aux organismes officiels, mais s'adresse à tous les citoyens, associations, institutions et même familles. Dans le même contexte, le militant écologis-



te Fouad Maala a appelé toutes les couches de la société à participer à cette opération, qu'il espère voir couronnée de succès, notamment grâce au respect des conditions techniques et environnementales requises. Pour rappel, Fouad Maala a lancé le

projet Algérie verte en 2013, une initiative communautaire visant à planter des millions d'arbres et à accroître les espaces verts à travers le pays, grâce à des actions individuelles et collectives. Les réseaux sociaux ont largement contribué à la promo-

tion de cette initiative, qui a bénéficié du soutien de nombreuses associations environnementales et de citoyens ayant participé aux différentes campagnes de plantation d'arbres organisées ces dernières années.

Inès B.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Ouverture des inscriptions pour participer à la Foire internationale de Dakar

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé l'ouverture des inscriptions pour les entreprises exportatrices nationales souhaitant participer à la 36^e édition de la Foire internationale de Dakar (FIDAK). Selon un communiqué du ministère, cette édition se tiendra du 7 au 31 décembre 2025 à Dakar, au Sénégal. La participation de l'Algérie à cet important évé-

nement économique s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer la présence économique et commerciale du pays en Afrique de l'Ouest. Elle vise également à tirer parti de la position stratégique du Sénégal en tant que pôle régional d'échanges commerciaux et d'investissement. Cette participation offre ainsi de nouvelles opportunités aux opérateurs algériens pour élargir leurs partenariats et

accéder à de nouveaux marchés sur le continent. Dans ce contexte, le ministère invite les opérateurs économiques algériens, issus de plusieurs secteurs, à s'inscrire et à participer à cet important événement économique. Sont notamment concernés les secteurs des industries agroalimentaires, des matériaux de construction et d'équipement, des énergies renouvelables, ainsi que des services et du

conseil. La date limite d'inscription est fixée au 5 novembre 2025. Les candidatures peuvent être déposées auprès des services compétents du ministère à l'adresse suivante :

globalalgeriantradevent@mcepe.gov.dz, ou via le lien : <https://www.mcepe.gov.dz/index.php/ar/fidak-2025>

I. B.

ÉNERGIE

Le pétrole remonte après les propos rassurants de Donald Trump sur la Chine

Les cours du pétrole étaient en hausse hier, après une forte chute enregistrée vendredi à la suite des menaces de droits de douane élevés formulées par Donald Trump à l'encontre de la Chine. Le président américain ayant tenu dimanche des propos rassurants, les investisseurs se sont apaisés, selon le site Prix du baril. Vers 08h35 GMT (10h35 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, gagnait 1,42 %, à 63,62 dollars. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en novembre,

progressait de 1,49 %, à 59,78 dollars. Le président américain a adopté un ton conciliant sur Truth Social : « Ne vous inquiétez pas pour la Chine, tout va bien se passer », a-t-il affirmé. Vendredi pourtant, il avait estimé que la Chine « devenait très hostile », avant de menacer Pékin d'imposer 100 % de droits de douane sur les produits chinois, en plus des 30 % déjà appliqués depuis mai dernier, ainsi que d'autres taux spécifiques à certains secteurs. « Toute réduction du commerce international ne peut qu'être défavorable au marché pétro-

lier », souligne John Evans, analyste chez PVM, expliquant ainsi la chute des cours vendredi en fin de séance, suivie d'un rebond à l'ouverture des marchés lundi. Par ailleurs, Donald Trump a déclaré dimanche aux journalistes, à bord d'Air Force One, qu'il pourrait menacer son homologue russe Vladimir Poutine de fournir à Kiev des missiles de croisière Tomahawk si Moscou ne met pas fin à son invasion. Une telle décision permettrait à Kiev de frapper encore plus en profondeur les installations russes, alors que les frappes ukrainiennes se

sont déjà intensifiées ces derniers mois sur les raffineries en Russie. Pour le marché pétrolier, le risque est que Moscou rencontre de plus en plus de difficultés à rediriger les volumes de brut ne pouvant plus être raffinés localement vers l'exportation, ce qui réduirait l'offre mondiale. Néanmoins, les cours du pétrole demeurent relativement bas, en raison d'une offre jugée surabondante par rapport à la demande, notamment avec la hausse de production de l'OPEP et de ses alliés observée ces derniers mois.

NÂAMA

Plus de 50 permis de forage de puits délivrés

Des zones ont été créées pour étendre et intensifier la production de cultures stratégiques comme le blé, l'orge, le maïs et la pomme de terre, selon des sources concordantes. Actuellement, huit (8) dossiers de demande de permis de forage sont en cours de traitement, concernant des bénéficiaires des sixième et septième portefeuilles fonciers attribués par l'Office national des terres agricoles (ONTA) au niveau de la commune de Kasdir.

La Direction de l'hydraulique de la wilaya de Nâama a délivré, depuis le début de l'année en cours, 56 autorisations de forage de puits agricoles, destinées à l'irrigation dans les périmètres d'extension des cultures stratégiques, a-t-on appris auprès de cette instance. Ces autorisations, délivrées via le guichet unique dédié à l'opération, concernent la réalisation d'au moins 60 forages répartis sur plusieurs périmètres agricoles tels que Tisesfassaf, Redjem Enns, Theniet El Zeboudj, Aglat Ennaâdja, Oued El Harmel, Haoud Essabine, entre autres. Ces zones ont été créées pour étendre et intensifier la production de cultures stratégiques comme le blé, l'orge, le maïs et la pomme de terre, selon la même source. Actuellement, huit (8) dossiers de demande de permis de forage sont en cours de traitement, concernant des bénéficiaires des sixième et septième portefeuilles fonciers attribués par l'Office national des terres



agricoles (ONTA) au niveau de la commune de Kasdir. Leur approbation par le guichet unique est attendue dans un délai ne dépassant pas deux semaines à compter du dépôt du dossier, selon les mêmes services. Cette opération s'inscrit dans le cadre

des facilitations mises en place par les pouvoirs publics en faveur des investisseurs agricoles, notamment en matière d'octroi des permis de forage et d'autres mesures destinées à concrétiser leurs projets agricoles. Par ailleurs, la wilaya de Nâama connaît

une extension significative des surfaces agricoles irriguées par pivot, destinées aux cultures stratégiques, qui couvrent jusqu'à présent plus de 30.400 hectares, a précisé la Direction locale des services agricoles.

BECHAR

Des puits pastoraux réhabilités

Une opération portant sur la réhabilitation et l'équipement en kits solaires de quatre (4) puits pastoraux, à travers plusieurs zones éparses et éloignées de la wilaya de Bechar, vient d'être réalisée à l'initiative de la conservation locale des forêts, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette instance. Cette opération, qui a touché les zones éparses et éloignées de Boudouibat, dans la commune d'Abadla, de Oued Labiad dans la commune de Meridja, Zousfana et Hassi El Mir, respec-



tivement dans les zones éparses des communes de Taghit et de Bechar, a nécessité un investissement public de plus de 5 millions de DA, dégagé par le Fonds spécial de développe-

ment des régions du sud (FSDRS), a-t-on précisé. Inscrite au titre du programme d'aménagement et de préservation des parcs sahariens et du développement de l'élevage,

cette action permet de mettre à la disposition des éleveurs, notamment ceux de la filière cameline, les eaux nécessaires à leurs troupeaux de dromadaires, à travers les mêmes zones sahariennes, et ce, grâce à un système de pompage fonctionnant à l'aide de l'énergie solaire, a-t-on indiqué. A noter que la wilaya de Bechar dispose de 74 puits pastoraux équipés de kits solaires, au titre de la promotion et du développement des activités d'élevage, a-t-on fait savoir de même source.

SOUK AHRAS

Réception d'un hôpital de 60 lits en 2026

Le projet de réalisation d'un nouvel hôpital de 60 lits dans la commune frontalière de Haddada, dans la wilaya de Souk Ahras, sera réceptionné « au début de l'année 2026 », a indiqué dimanche Mohamed Boumehres, directeur local des équipements publics (DEP). Le même responsable a précisé à l'APS que le chantier de réalisation de cet établissement hospitalier, s'étendant sur plus de 7 hectares, sera récep-

tionné et mis en service « d'ici le début du premier trimestre de l'année 2026 », soulignant que l'état d'avancement des travaux a dépassé 58 %. Selon le même responsable, l'hôpital comprendra, à son entrée en exploitation, les services des urgences, la médecine générale, la chirurgie, la gynécologie-obstétrique, la radiologie ainsi qu'un laboratoire d'analyses médicales. Il a ajouté que ce projet a mobilisé une enveloppe finan-

cière de 2,8 milliards de DA, mettant en avant l'importance que les pouvoirs publics accordent à l'amélioration des prestations de santé dans cette wilaya. Les travaux de réalisation de ce projet ont été lancés en 2024 dans le cadre des efforts des autorités locales visant à accélérer la réalisation des projets de développement prioritaires, notamment dans le secteur de la santé, selon le même responsable.

SKIKDA

Reprise des travaux du projet de la gare routière

Les travaux de réalisation de la nouvelle gare routière de la ville de Skikda ont repris après une interruption due à des raisons techniques et contractuelles ayant empêché la poursuite du chantier de ce projet structurant, considéré comme l'un des plus importants destinés à améliorer le service de transport terrestre dans la wilaya, a indiqué hier dimanche M. Iskander Harrath, directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, (DUAC). Le même responsable a précisé à l'APS que le projet a été relancé après l'obtention de la validation du plan d'accès et de sortie de la gare, un document technique fondamental pour organiser la circulation des véhicules sur site, en plus de la régularisation de tous les documents contractuels relatifs aux entreprises chargées de la réalisation du projet. Selon la même source, la réception du projet qui a fait l'objet d'une réévaluation pour atteindre 1,190 milliard de DA, est prévue dans un délai de 8 mois à compter de dimanche 12 octobre 2025. La gare s'étend sur 1,7 hectare et pourra accueillir 167 bus de transport urbain et 120 taxis, tout en assurant des services à travers 250 lignes, dont 66 lignes nationales reliant Skikda aux différentes wilayas du pays. Le même responsable indique que la nouvelle gare comprendra quatre pavillons dédiés aux services administratifs et techniques, ainsi que des espaces aménagés pour le confort des voyageurs. Elle est située à l'entrée de la ville de Skikda, ce qui en fait un point de transit stratégique qui contribuera à désengorger la gare routière Mohamed Boudiaf du centre-ville, actuellement très saturée, tout en réduisant la circulation dense au centre du chef-lieu de wilaya.

DJANET

Plusieurs projets en cours de réalisation

Des projets de développement, tous secteurs confondus, sont en cours de réalisation dans la commune de Djannet, a-t-on appris hier dimanche des services de la wilaya. Parmi ces projets figure la réalisation d'un hôpital de 120 lits dans la localité de Tadjentourt, a indiqué la même source, précisant que cette future structure hospitalière, une fois opérationnelle, permettra d'améliorer les conditions de prise en charge sanitaire des habitants de cette wilaya de l'extrême Sud-est du pays. Ce programme de développement consiste également en la construction d'un siège pour le laboratoire de contrôle de la qualité, ainsi que la réhabilitation d'une école primaire dans le quartier Ifri. Par ailleurs, les nouveaux lotissements au niveau du quartier précité ont bénéficié de travaux d'aménagement urbain, dont la rénovation des trottoirs. Pour le secteur du tourisme, ce programme prévoit la création de locaux commerciaux dédiés à la vente de produits de l'artisanat traditionnel, dont regorge la capitale du Tassili n'Ajjer. Lors d'une récente visite d'inspection de ces projets, le chef de l'exécutif local, M'Hamed Moumen, a mis l'accent sur la nécessité d'assurer un suivi régulier et permanent des travaux, dans le strict respect des cahiers des charges relatifs aux projets et des délais contractuels.

Les bactéries résistantes aux antibiotiques se répandent très rapidement sur la planète. Dans un nouveau rapport publié lundi 13 octobre, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) met en garde contre la propagation de bactéries résistantes à ces traitements (RAM). Cette croissance rapide met en danger l'efficacité des traitements viraux et ouvre la porte à une mortalité de blessures mineures ou infections courantes accrue.

Les antibiotiques pourraient être de moins en moins efficaces. C'est la mise en garde de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Dans un nouveau rapport, l'agence des Nations unies pour la santé souligne que la forte propagation des bactéries résistantes aux antibiotiques, compromet l'efficacité de traitements vitaux et rend potentiellement mortelles blessures mineures et infections courantes. L'OMS a averti qu'en 2023, « une infection bactérienne sur six confirmée en laboratoire dans le monde présentait une résistance aux antibiotiques ». « Ces résultats sont profondément préoccupants », a prévenu devant la presse Yvan Hutin, chef du département Résistance aux antimicrobiens de l'OMS. « Alors que la résistance aux antibiotiques continue de progresser, nous manquons d'options thérapeutiques et mettons des vies en danger ». Les bactéries développent depuis longtemps une résistance aux médicaments conçus pour les combattre, rendant de nombreux médicaments inefficaces. Ce phénomène a été accéléré par l'utilisation massive d'antibiotiques pour traiter les humains, les animaux et l'alimentation, permettant à la résistance aux antimicro-

RÉSISTANTES AUX ANTIBIOTIQUES

Menace croissante des superbactéries



biens (RAM) de se développer et de devenir l'une des principales causes de mortalité infectieuse au monde. Selon l'OMS, les superbactéries résistantes aux antimicrobiens sont directement responsables de plus d'un million de décès et contribuent à près de cinq millions de décès chaque année. Dans son rapport sur la surveillance de la RAM, l'agence a examiné les estimations de prévalence de la résistance pour 22 antibiotiques utilisés pour traiter les infections urinaires et gastro-intestinales, les infections sanguines et la gonorrhée. Rien qu'entre 2018 et 2023, la résistance aux antibiotiques a augmenté de plus de 40 % en ce qui concerne les antibiotiques surveillés, avec une augmentation annuelle moyenne comprise entre 5 et 15 %, selon le rapport. Pour les infections urinaires, la résistance aux antibiotiques couramment utilisés était généralement supérieure à 30 % à l'échelle mondiale. Le rapport a examiné huit agents pathogènes bactériens courants, dont *E. coli* et *K. pneumo-*

niae, qui peuvent entraîner de graves infections sanguines conduisant fréquemment à la septicémie, à une défaillance d'organe et au décès. L'OMS a averti que plus de 40 % des infections à *E. coli* et 55 % des infections à *K. pneumoniae* dans le monde sont désormais résistantes aux céphalosporines de troisième génération, le traitement généralement privilégié pour ces infections. « La résistance aux antimicrobiens dépasse les progrès de la médecine moderne, menaçant la santé des familles du monde entier », avertit Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS. Selon les données disponibles, la plupart des résistances ont été relevées dans les régions où les systèmes de santé sont plus fragiles et la surveillance moins stricte. La résistance la plus élevée a été observée en Asie du Sud-Est et en Méditerranée orientale, où une infection signalée sur trois était résistante. En Afrique, une infection sur cinq était résistante, rappelle cette source.

A.B.

CANCER

Des groupes sanguins plus exposés au développement de la maladie

Ils sont des millions à partager ce profil sanguin — et pourtant, une récente série d'études remet leur niveau de risque en question. Un chiffre, glaçant, évoque une probabilité multipliée par six de développer certains cancers digestifs. Faut-il s'en alarmer ? Ou simplement mieux s'informer sur ce que révèle notre sang ? Le sang ne ment jamais ? Ce que révèle votre groupe sur votre santé Longtemps cantonné aux urgences, aux dons et aux compatibilités médicales, le groupe sanguin est en train de révéler des secrets insoupçonnés sur notre santé. Une série d'études récentes suggère qu'il pourrait influencer notre vulnérabilité à certaines maladies — et notamment à des cancers digestifs redoutés. Plus qu'un simple facteur biologique, votre groupe pourrait devenir un marqueur de prévention. Les groupes sanguins, classés selon le système ABO, dépendent d'antigènes présents à la surface des globules rouges. Ce détail microscopique jouerait un rôle dans la réponse immunitaire, la coagulation et... la sensibilité à certaines infections ou inflammations chroniques. De là à influencer le risque de cancer ? Les scientifiques prennent cette piste très au sérieux. Une vaste étude iranienne, menée sur 50 000 personnes pendant sept ans, a révélé une corrélation frappante entre les groupes sanguins et certains types de cancers. Loin d'être une coïncidence, ces résultats s'ajoutent à d'autres recherches, qui affinent la cartographie des risques. Les personnes du groupe A auraient un risque six fois plus élevé de développer un cancer colorectal ou de l'intestin. Les groupes A, B ou AB présentent 55 % de risque en plus de développer un cancer de l'estomac. Le groupe AB serait 45 % plus susceptible de souffrir d'un cancer du foie. À l'inverse, les groupes O et AB auraient un risque réduit d'environ un sixième pour le cancer du pancréas. Ces écarts interpellants ne sont pas une condamnation, mais ils pourraient, à terme, orienter les stratégies de dépistage et de prévention ciblée. Pourquoi certains groupes sont-ils plus exposés que d'autres ? Les chercheurs explorent plusieurs pistes. L'une des plus crédibles concerne les antigènes sanguins, qui influencent la manière dont notre organisme réagit aux bactéries et inflammations chroniques. Par exemple, la bactérie *Helicobacter pylori*, connue pour favoriser les cancers de l'estomac, est davantage retrouvée chez les personnes du groupe A. Autre élément à considérer : certaines mutations génétiques ou facteurs inflammatoires pourraient interagir différemment selon la "signature" sanguine. Mais attention à l'interprétation hâtive. Les experts le rappellent : tabac, alcool, alimentation, sédentarité et génétique familiale jouent un rôle majeur. Le groupe sanguin est un facteur parmi d'autres, et non un verdict gravé dans l'ADN. Même si la science n'a pas encore toutes les réponses, ces données soulignent un besoin croissant de personnalisation de la prévention médicale.

PATHOLOGIE DE CROHN

L'IA réinvente les antibiotiques

Mis au point par une équipe canado-américaine, un nouveau composé bactéricide fait preuve d'une précision inédite contre les micro-organismes impliqués dans certaines pathologies intestinales. Cette avancée pourrait bouleverser l'approche thérapeutique des maladies chroniques inflammatoires du tube digestif, souligne un article paru dans *Science et Vie*. Le microbiote intestinal s'impose peu à peu comme un organe à part entière, central dans l'équilibre du corps humain. Mais lorsqu'il se dérègle, les traitements actuels peinent encore à faire la distinction entre ennemis et alliés. Trop souvent, les antibiotiques balaient sans nuance les communautés microbiennes, fragilisant les patients déjà affaiblis. C'est précisément pour répondre à cette impasse que des chercheurs ont mis au point un antibiotique contre la maladie de Crohn aux effets ciblés, fruit d'une alliance inédite entre biologie moléculaire et intelligence artificielle. La plupart des antibiotiques utilisés en clinique agissent comme des bombes. Ils détruisent à la fois les bactéries pathogènes et les microorganismes bénéfiques qui composent notre microbiote intestinal. Ce traitement à l'aveugle, bien qu'efficace sur cer-

taines infections, favorise souvent l'émergence de bactéries résistantes, notamment dans le cas de maladies inflammatoires chroniques de l'intestin comme la maladie de Crohn. Les chercheurs de l'université McMaster, au Canada, ont découvert une molécule capable de changer cette donne. Baptisée enterololin, cette substance ne cible qu'un groupe restreint de bactéries pathogènes, dont certaines souches d'*Escherichia coli* directement impliquées dans l'aggravation de la maladie de Crohn. Contrairement aux traitements classiques, elle préserve l'équilibre du microbiote tout en neutralisant les agents infectieux les plus agressifs. L'étude, publiée dans la revue *Nature Microbiology*, montre que ce nouvel antibiotique agit de manière sélective contre la famille des Enterobacteriaceae, sans provoquer de bouleversement dans la flore intestinale des modèles animaux. Des résultats qui ouvrent la voie à un traitement plus doux mais redoutablement efficace pour des milliers de patients confrontés à l'impasse thérapeutique. Traditionnellement, il faut des années de recherches et des millions d'euros pour comprendre précisément le mode d'action d'un médicament. Cette étape, cru-

ciale pour l'évaluation de son efficacité et de sa sécurité, ralentit considérablement la mise à disposition des traitements. C'est sur ce point que les chercheurs ont innové en s'appuyant sur un modèle d'intelligence artificielle développé par le MIT. En seulement quelques secondes, cette IA nommée DiffDock a prédit la cible moléculaire d'enterololin. Elle a identifié un complexe protéique, LolCDE, indispensable à la survie de certaines bactéries intestinales pathogènes. Ce résultat a guidé les chercheurs dans leurs vérifications expérimentales, menées en laboratoire par l'équipe de Jon Stokes. En six mois, ils ont confirmé que la molécule agissait bien comme prévu, économisant ainsi près d'un an et demi sur les délais habituels et divisant les coûts par trente, selon les données publiées sur EurekaAlert. Cette collaboration inédite entre biologie et intelligence artificielle démontre que les algorithmes peuvent accélérer le développement de médicaments en réduisant les incertitudes. Ce n'est plus seulement une question de vitesse, mais de précision. En anticipant le comportement d'une molécule, l'IA permet de limiter les tâtonnements et de concentrer les efforts là où ils sont les plus utiles.

EQUATEUR

Nouvel état d'urgence

Selon le président, la mesure, qui sera en vigueur pendant 60 jours, est basée « sur les grèves et les actes de violence qui ont perturbé l'ordre public, provoquant des situations mettant en danger la sécurité des citoyens ».

Le président de l'Equateur, Daniel Noboa, a décrété dimanche l'état d'urgence dans dix provinces, un jour après que la Cour constitutionnelle ait annulé la mesure, déjà en vigueur dans cinq autres provinces. Le président a justifié cette décision en invoquant l'existence de « graves troubles internes » dans les provinces de Pichincha, Cotopaxi, Tungurahua, Chimborazo, Bolivar, Canar, Azuay, Orellana, Sucumbios et Pastaza, qui s'ajoutent à Imbabura et Carchi, où l'état d'urgence était déjà en vigueur. La déclaration restreint le droit à la liberté de réunion, qui « consiste à limiter la formation de foules dans les espaces publics 24 heures sur 24 afin de paralyser les services publics et d'empêcher les violations des droits, des libertés et des garanties des autres citoyens », selon le décret. Selon le président, la mesure, qui sera en vigueur pendant 60 jours, est basée « sur les grèves et les actes de violence qui ont perturbé l'ordre public, provoquant des situations mettant en



danger la sécurité des citoyens ». L'annonce est intervenue après que le président de la Confédération des nationalités indigènes de l'Equateur (CONAIE), Marlon Vargas, a averti Noboa que les manifestations pourraient s'intensifier ou même « prendre le contrôle de

Quito » si leurs revendications ne sont pas satisfaites. Pendant ce temps, les manifestations qui ont débuté le 22 septembre se poursuivent dans les provinces des hauts plateaux équatoriens et de l'Amazonie. Les revendications du mouvement indigène comprennent l'abrogation

du décret qui a mis fin aux subventions sur le diesel, la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à 12 pour cent, le rejet de l'Assemblée constituante promue par le pouvoir exécutif et une augmentation du financement de la santé et de l'éducation.

Etats-Unis

L'explosion d'une usine fait 16 morts

La gigantesque explosion d'une usine dans le sud des Etats-Unis a fait 16 morts, selon un nouveau bilan revu à la baisse samedi par les autorités, qui ont retrouvé deux personnes disparues qu'elles avaient présumées mortes. Cette explosion s'est produite vendredi dernier dans la ville de Bucksnot, dans l'Etat du Tennessee, et a soufflé un bâtiment entier de l'usine Accurate Energetic Systems qui fabrique des explosifs à usage militaire, aérospatial ou encore pour les chantiers de démolition. Après avoir présumé que l'ensemble des 18 disparus étaient morts, « nous avons été en mesure de localiser et de déterminer que deux personnes n'étaient pas sur

le site » au moment de la catastrophe, a déclaré samedi dernier le shérif du comté de Humphreys, Chris Davis. Il a expliqué que les autorités avaient initialement cru que ces deux personnes se trouvaient à l'intérieur de l'usine, car leur voiture et leurs effets personnels avaient été retrouvés sur place. Le site se trouvait dans un secteur boisé et vallonné à l'écart des zones urbaines, à plus de 80 km à l'ouest de Nashville, la capitale du Tennessee. Des images de télévision diffusées vendredi dernier ont montré un bâtiment totalement détruit, en train de brûler, et des véhicules détruits par le souffle de l'explosion. Les débris ont été projetés sur une

zone de 800 m2 autour de l'usine, avait affirmé Chris Davis vendredi, et une équipe a inspecté le site pour s'assurer qu'aucun produit chimique ne rende le travail des autorités dangereux. L'entreprise propriétaire de l'usine a évoqué « un tragique accident ». Pour sa part, le shérif a refusé samedi d'exclure la piste criminelle. « Plusieurs jours, semaines, voire mois pourraient se passer avant que nous puissions le faire », a-t-il déclaré à la presse. Plusieurs agences fédérales ont été dépêchées sur place, parmi lesquelles le Bureau de l'alcool, du tabac, des armes à feu et des explosifs (ATF) ainsi que le FBI, a indiqué le shérif.

MADAGASCAR :

Le président dénonce une tentative illégale de prise de pouvoir

Le président malgache Andry Rajoelina a déclaré dimanche qu'une « tentative de prise du pouvoir illégale et par la force » était en cours. Un contingent de l'armée malgache a affirmé de son côté avoir pris le contrôle des forces armées du pays, après avoir rejoint la veille les manifestants anti-gouvernementaux et appelé les forces de sécurité à « refuser les ordres ». « La prési-

dence de la République souhaite informer la nation et la communauté internationale qu'une tentative de prise du pouvoir illégale et par la force, contraire à la Constitution et aux principes démocratiques, est actuellement en cours sur le territoire national », a déclaré Andry Rajoelina dans un communiqué. « Le dialogue est la seule voie à suivre et la seule solution à la crise à laquelle

le pays est actuellement confronté », a-t-il déclaré, appelant à « l'unité ». Un contingent de l'armée malgache a de son côté affirmé dimanche avoir pris le contrôle des forces armées du pays, après avoir rejoint la veille les milliers de manifestants anti-gouvernementaux dans la capitale Antananarivo et appelé les forces de sécurité à « refuser les ordres de tirer » sur la population.

JAPON : DES ATTAQUES D'OURS FONT 2 MORTS

Des attaques imputées à des ours ont fait deux morts vendredi au Japon, ont indiqué samedi la police et des médias japonais, dans un contexte de prolifération de ces animaux dans ce pays. Une cueilleuse de champignons a été retrouvée morte dans une forêt de la préfecture de Miyagi, dans le nord-est de l'île de Honshu, et une

autre est portée disparue, a indiqué la police. La police n'a pas formellement confirmé les causes de la mort de la septuagénaire mais selon des médias locaux elle a été alertée par d'autres cueilleurs qui ont signalé une attaque d'ours. Une attaque distincte et elle aussi attribuée à un ours a coûté la vie à un homme de 78

ans dans la préfecture de Nagano au nord-ouest de Tokyo, selon le quotidien national Asahi Shimbun. De plus en plus d'ours sauvages ont été observés au Japon ces dernières années, jusque dans des zones résidentielles, pour des raisons liées au changement climatique et au déclin de la population.

ETATS-UNIS

Plus de 3.500 dominicains expulsés

Un total de 3.581 ressortissants de la République dominicaine ont été expulsés des Etats-Unis depuis le début de 2025, ont rapporté dimanche les autorités de l'immigration de ce pays des Caraïbes. Parmi ces personnes expulsées, « 2.452 (soit 68,47%) l'ont été pour immigration illégale », a indiqué la Direction générale de l'immigration (DGM) dans un communiqué. « Les chiffres ont augmenté depuis que le président Donald Trump, invoquant des raisons de sécurité et d'économie, a décidé de durcir sa politique d'expulsion des immigrants, notamment en raison de leur statut légal, de leurs antécédents criminels ou parce qu'ils représentent, selon les autorités, un risque potentiel pour ce pays », poursuit la DGM. Parmi les expulsés, il y a également 553 cas liés à des délits liés à la drogue, 126 pour des agressions, 101 pour violence, 67 pour port illégal d'armes, 42 pour délits sexuels, 35 pour homicide, 22 pour fraudes et 17 pour usage de faux documents. Il y a aussi des cas liés au blanchiment d'argent, à la contrebande et à la traite des personnes, a indiqué l'organisme, sans en préciser les chiffres. En République dominicaine, ces rapatriés ont été transférés au centre de détention de Haina (sud-ouest), pour vérification de leur identité. Ceux qui n'ont pas de procédures en cours dans le pays sont remis à leurs familles. Ceux qui ont des antécédents ou des affaires ouvertes sont envoyés au Bureau du Procureur général de la République, selon la DGM.

CAMEROUN

5.500 observateurs pour l'élection présidentielle

Un total de 5.575 accréditations a été délivrées aux observateurs pour couvrir l'élection présidentielle dimanche au Cameroun, a annoncé le ministre camerounais de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, lors d'un briefing à la presse après la clôture du scrutin. D'après Atanga Nji, ces demandes d'accréditations ont été introduites par 165 organismes nationaux et internationaux, des représentations diplomatiques, des ONG, des associations de la société civile et religieuses. Le ministre a indiqué que le scrutin s'était déroulé dans les 360 arrondissements du pays sans incidents majeurs. Il a précisé que les autorités administratives avaient relevé une très faible présence des représentants de plusieurs candidats dans les 31.653 bureaux de vote à travers le pays. Aucun taux de participation n'a été avancé.

AFRIQUE DU SUD

42 morts dans un accident de bus

Au moins 42 personnes ont été tuées dans un accident de bus dans la province du Limpopo, dans le nord de l'Afrique du Sud, selon les médias locaux lundi. Parmi les victimes, on compte 18 femmes, 17 hommes et 7 enfants, a indiqué le diffuseur local SABC, citant le ministère des Transports. Plus de 30 passagers ont été hospitalisés après que le bus, transportant des ressortissants du Malawi et du Zimbabwe, a perdu le contrôle, est sorti de la route, a dévalé un talus et s'est renversé. Les opérations de secours se poursuivaient lundi matin, certains passagers étant soupçonnés d'être encore coincés à l'intérieur, tandis que la route restait fermée.

MONDIAL 2026 /ALGÉRIE- OUGANDA CE SOIR (17H00)

Les Fennecs pour une qualification en apothéose

Assurée déjà de sa qualification à la phase finale de la Coupe du Monde 2026 prévue aux États-Unis, au Canada et au Mexique, l'équipe nationale algérienne disputera ce mardi soir (17h00) au stade Hocine Aït Ahmed de Tizi-Ouzou son dernier match des éliminatoires face à l'Ouganda. Une rencontre sans véritable enjeu sportif, mais chargée d'émotions et de symboles, tant pour les joueurs que pour le public.

Par Marouane A.

Avec 22 points au compteur et le statut de leader incontesté du groupe G, les hommes de Vladimir Petkovic aborderont cette dernière journée dans la sérénité. Après avoir validé leur billet pour le Mondial en s'imposant avec autorité face à la Somalie (3-0) jeudi dernier à Oran, les Verts joueront cette fois devant un public kabyle attendu en nombre pour fêter la qualification et rendre hommage à leur équipe. L'ambiance promet d'être exceptionnelle au stade Hocine Aït Ahmed, qui accueillera pour la première fois un match officiel de l'équipe nationale. Les supporters devraient remplir les gradins pour saluer Mahrez et ses coéquipiers, mais aussi



pour féliciter Petkovic et son staff pour le travail accompli depuis sa prise de fonctions.

PETKOVIC VA FAIRE TOURNER SON EFFECTIF

Profitant de cette rencontre sans pression, le sélectionneur algérien devrait procéder à quelques changements dans son onze de départ afin d'offrir du temps de jeu à certains éléments peu utilisés jusque-là. Une manière pour le technicien suisse d'élargir ses options en vue de la préparation du Mondial, tout en maintenant la dyna-

mique collective et l'esprit de compétition au sein du groupe. Plusieurs jeunes et joueurs en quête de confirmation pourraient donc être alignés d'entrée, tandis que certains cadres bénéficieront d'un repos bien mérité après une campagne de qualification réussie.

BELAÏLI ET BOUNEDJAH FORFAITS

L'équipe nationale devra toutefois se passer de deux de ses cadres offensifs. En effet, Youcef Belaïli et Baghdad Bounedjah ont déclaré forfait pour cette dernière sortie des élimi-

natoires. Selon un communiqué de la Fédération algérienne de football (FAF), les deux joueurs ont passé des examens médicaux approfondis qui ont confirmé leurs blessures contractées lors du match face à la Somalie. Bounedjah souffre d'une blessure au genou, tandis que Belaïli est touché au niveau musculaire. Les deux éléments ont été autorisés à quitter le Centre technique national de Sidi Moussa afin de poursuivre leur rééducation au sein de leurs clubs respectifs.

Marouane A.

MATCH AMICAL

L'USMA S'INCLINE FACE AU MOC

L'USM Alger, l'un des deux représentants algériens en Coupe de la Confédération africaine de football, s'est inclinée face au pensionnaire de la Ligue 2 amateur, le MOC Constantine (0-1, mi-temps : 0-0), en match amical disputé dimanche au stade Omar-Hamadi (Alger), en vue de son premier match comptant pour le 2e tour préliminaire (aller) de l'épreuve continentale. L'unique but de la partie a été inscrit par l'attaquant Badis Khadiche, en seconde période. Ce rendez-vous amical a été programmé par le staff technique de l'USMA, conduit par Abdelhak Benchikha, pour meubler la trêve internationale d'octobre, mais aussi pour préparer la première manche face aux Ivoiriens de l'Académie de FAD, prévue le dimanche 19 octobre au stade d'Ebimpé (17h00, heure algérienne). Le match retour se jouera le 25 ou le 26 octobre. De son côté, le CR Belouizdad, second représentant algérien dans cette compétition, s'est imposé largement dimanche, au stade du 20-Août-1955 (Alger), face à la JSM Chéraga (Régionale 1) sur le score de 6 à 0. Les six buts ont été marqués par Kelaleche et Boussouar, auteurs respectivement d'un triplé et d'un doublé, alors que l'autre réalisation a été œuvre de l'Albanais Redon Xhixha.

MSP BATNA

KARIM ZAOUÏ NOUVEAU COACH

Le technicien Karim Zaoui, est devenu le nouvel entraîneur du MSP Batna, en remplacement de Mohamed Benlachtar, dont le contrat été résilié à l'amiable, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 2 amateur de football (Gr.Centre-Est), dimanche dans un communiqué. Zaoui (55 ans), passé notamment par le NA Hussein-Dey et la JS Saoura, entamera officiellement ses fonctions vendredi prochain, à l'occasion du match en déplacement face à la JS Bordj Menaïel (15h00), pour le compte de la 5e journée. Outre Zaoui, la direction batnèenne a également engagé les services du préparateur physique Zeddami Amrane, précise la même source. Après un début de saison chaotique, marqué par trois revers en autant de matchs, le MSPB a signé son premier succès de la saison, le 3 octobre à domicile face au NC Magra (2-1), lors de la 4e journée. Au classement, le club noir et blanc occupe la 11e place, en compagnie de l'AS Khroub et le HB Chelghoum-Laïd, avec 3 points chacun.

LIGUE 1 MOBILIS

LE CRB ÉCRASE LA JSMC EN AMICAL

Le CR Belouizdad, l'un des deux représentants algériens en Coupe de la Confédération africaine de football, s'est imposé largement face à la JSM Chéraga (Régionale 1), sur le score de 6-0, en match amical préparatoire disputé dimanche au stade du 20-août 1955, en vue de son premier match comptant pour le 2e tour préliminaire (aller) de l'épreuve continentale. Les six buts ont été marqués par Kelaleche et Boussouar, auteurs respectivement d'un triplé et un doublé, alors que l'autre réalisation a été œuvre de l'Albanais Redon Xhixha. Ce match amical intervient en pleine trêve internationale d'octobre. Le CRB, dirigé par l'Allemand Sead Ramovic, prépare la première manche face aux Guinéens de Hafía Conakry, prévu le dimanche 19 octobre à Thiès au Sénégal (15h00, heure algérienne). La seconde manche se jouera le 25 octobre à Alger. De son côté, Hafía Conakry, entraîné par l'Algérien Lakhdar Adjali, a été tenu en échec dimanche face à la Renaissance FC (1-1), avant son déplacement à Thiès. L'USM Alger, le second représentant algérien dans cette compétition, sera opposée aux Ivoiriens de l'Académie de FAD.

EQUIPE NATIONALE U17 (AMICAL)

L'EN battue par la Côte d'Ivoire

L'équipe nationale de football des moins de 17 ans (U17), s'est inclinée face à son homologue ivoirien 2-1 (mi-temps : 2-1), en match amical disputé dimanche au complexe sportif de Bingerville à Abidjan, en vue des prochaines échéances officielles. Lors du premier test ayant opposé les deux équipes, mercredi dernier au même stade, les Ivoiriens se sont imposés 2 à 0. Pour cette double confrontation face aux "Eléphanteaux", le sélectionneur national, Amine Ghimouz, a fait appel à 19 joueurs, avec pour objectif de travailler et renforcer la cohésion du groupe, et affiner les aspects technico-tactiques ainsi que le jeu collectif.

GHANA

Les "Black stars " qualifiés

Le Ghana s'est qualifié pour la Coupe du monde 2026 de football après son succès contre les Comores (1-0) dimanche à Accra. Les "Black Stars"terminent en tête du groupe I de la zone Afrique. Ce sera leur cinquième participation à la Coupe du monde, après 2006, 2010 (quart-de-finalistes), 2014 et 2022. Ce succès constitue une bouffée d'air frais pour les Ghanéens, en difficultés sur la scène continentale ces derniers mois. Ils ont en effet été décevants lors de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) début 2024, éliminés dès la phase de poules, ce qui a condamné leur ancien sélectionneur,

l'Irlandais Chris Hughton, remplacé par Otto Addo. Et les choses ne se sont pas arrangées ensuite, avec une dernière place dans leur groupe de qualifications à la prochaine CAN, avec un bilan calamiteux de zéro victoire, trois nuls et trois défaites pour Alexander Djiku et ses partenaires. Le sélectionneur Otto Addo était donc plus que jamais sur la sellette. Dans la lignée des derniers mois, le Ghana a proposé une première période extrêmement pauvre où il ne s'est procuré aucune occasion, malgré le fervent soutien de son public. Les Comores avaient été la seule équipe à battre les "Black Stars" dans les

qualifications pour le Mondial, lors du match aller en novembre 2023 (1-0), mais ils n'ont pas su profiter de la friabilité actuelle des Ghanéens. Ces derniers ont ouvert le score sur leur première et seule opportunité, juste après la pause, un but presque offert par la défense comorienne après plusieurs mésententes: l'attaquant de Tottenham Mohamed Kudus a repris de près un centre de Thomas Partey pour marquer le seul but du match (1-0, 47e). La suite de la partie a été, comme la première période, très décevante : si le Ghana a monopolisé le ballon, il ne s'est créé aucune autre occasion.

Karaté-do : Clôture du stage régional des arbitres du Centre

Le stage régional des arbitres de la région Centre en karaté-do s'est achevé samedi soir au complexe sportif Seflatas à Chéraga (Alger), avec le déroulement des examens théoriques et pratiques au profit de 133 arbitres et 78 entraîneurs, selon la Fédération algérienne de karaté (FAKT). Le stage a été encadré par un groupe d'arbitres nationaux, à savoir: Rachid Mahfouf (Alger), Messaoud Belaout (Sétif),

Bilal Bouzahr (Boumerdès) et Naâma Aârab (Béjaïa). Cette activité fédérale s'inscrit dans le cadre du programme annuel de l'instance sportive, visant à développer les compétences de l'arbitrage national pour suivre les évolutions récentes dans le domaine, en vue de renforcer la place du karaté-do algérien au niveau national et international. La Fédération a indiqué que ce stage (kata et kumite) a vu la

participation de représentants de plusieurs wilayas du Centre, dont: Alger, Tipasa, Blida, Chlef, Bouira, Boumerdès, Béjaïa, Sétif, Bordj Bou Arréridj, M'sila, Médéa et Aïn Defla. L'instance sportive organise, du 11 au 25 octobre, une série de sessions de formation au profit du corps arbitral dans les régions du Sud-Est, Sud-Ouest, Sud, Est, Centre et Ouest de l'Algérie.

Paris SG
Prolongations en faveur
des joueurs majeurs

Le Paris Saint-Germain semble vouloir miser sur la stabilité pour écrire la suite de son histoire. Après une année 2025 marquée par de nombreux succès, le club de la capitale prépare une nouvelle vague de prolongations destinées à sceller l'avenir de ses joueurs majeurs. Dans la continuité du travail collectif impulsé par Luis Enrique, les dirigeants parisiens souhaitent renforcer les bases de leur effectif doré en assurant la continuité de leurs cadres. Entre jeunes talents prometteurs et stars confirmées, le PSG entend débiter l'année 2026 sous le signe de la fidélité et de la reconnaissance. Déjà, en début d'année 2025, le club avait donné le ton en annonçant plusieurs prolongations majeures, notamment celles de Vitinha, d'Achraf Hakimi et même de son entraîneur espagnol. Cette politique de stabilité avait séduit les supporters, convaincus que la réussite du projet parisien passait par la continuité. Selon les informations relayées par PSG Inside Actus, cette même stratégie sera reconduite au cours de l'hiver 2025-2026, période idéale entre deux marchés des transferts pour se concentrer sur la fidélisation interne.

LE PSG VEUT BLINDER
SES STARS

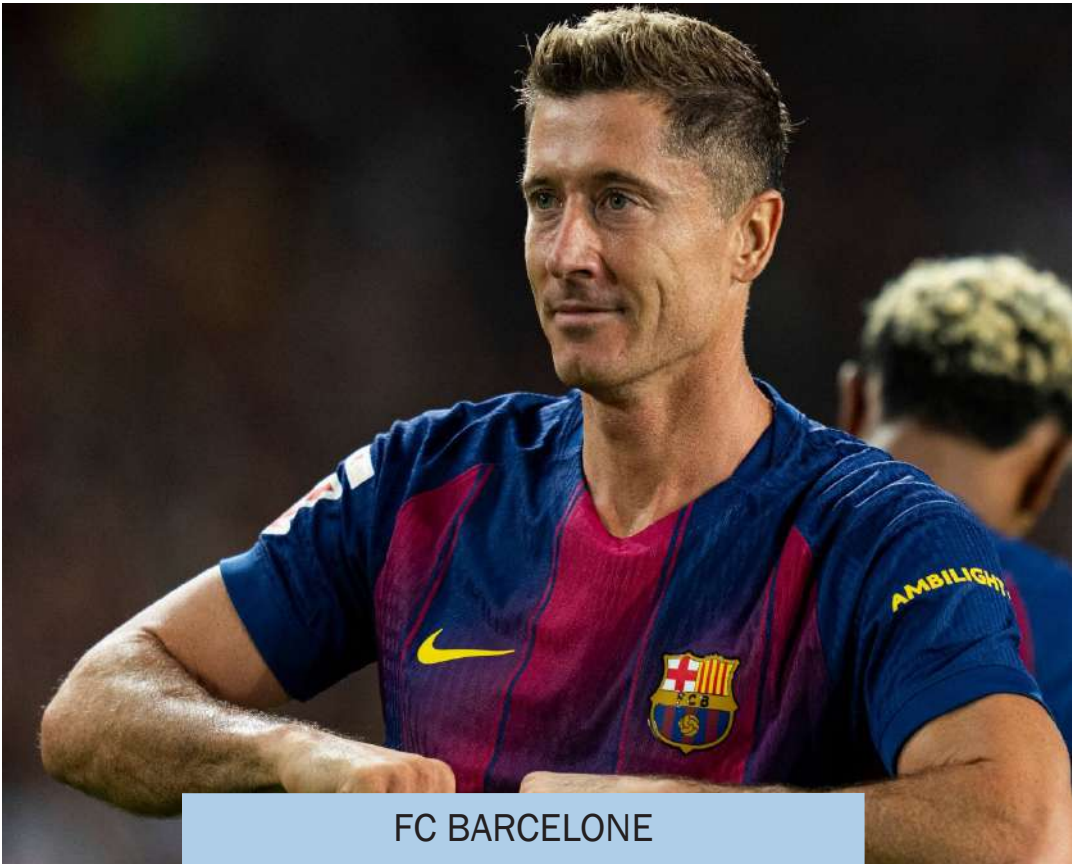
Les dirigeants parisiens préparent ainsi une série de discussions avec cinq joueurs concernés par ces futures prolongations. Le projet vise autant à rassurer les cadres qu'à renforcer l'attachement des

jeunes talents à l'institution. Ce signal fort témoigne de la volonté du PSG de conserver la colonne vertébrale de son effectif pour rester compétitif sur tous les fronts. Parmi les premiers noms évoqués, celui de Fabian Ruiz revient avec insistance. Le milieu espagnol, souvent annoncé sur le départ vers la Liga, aurait finalement choisi de poursuivre son aventure à Paris. Séduit par le projet et pleinement intégré au collectif, il devrait prolonger son contrat à long terme. Mais le PSG ne compte pas s'arrêter là. Les deux jeunes pépites Senny Mayulu et Ibrahim Ndiaye, toutes deux sous contrat jusqu'en 2027, devraient également bénéficier d'une prolongation. L'objectif est clair : éviter que les talents formés ou révélés à Paris ne partent trop tôt, tout en consolidant le projet sportif sur plusieurs années. Après les jeunes et les cadres intermédiaires, le PSG prépare deux dossiers d'envergure : Bradley Barcola et Ousmane Dembélé. Arrivé en provenance de Lyon à l'été 2023, Barcola est encore lié au club jusqu'en 2028. Toutefois, le joueur aurait parfois exprimé des frustrations quant à son temps de jeu. Conscient de son potentiel et de son importance pour l'avenir, le PSG veut lui prouver toute sa confiance à travers une prolongation assortie d'une revalorisation. Pour Ousmane Dembélé, l'enjeu est encore plus symbolique. Récemment Ballon d'Or 2025, l'ailier du PSG fait partie des têtes d'affiche de l'effectif. Ses performances et son statut en font un élément essentiel du projet sportif parisien.

Mondial 2026
Les Îles Féroé espèrent
créer la surprise

Isolées dans la mer du Nord, entre l'Écosse, l'Islande et la Norvège, les Îles Féroé forment un archipel qui regroupe environ 55.000 personnes. Une population équivalente à celles de villes comme Beauvais, Vannes ou Cholet. Malgré ce réservoir très limité, la province autonome du Danemark, longue de 1.400km2, peut espérer décrocher une place pour la Coupe du monde 2026, qui se tiendra l'été prochain aux États-Unis, au Canada et au Mexique. Placée dans le groupe L des éliminatoires de la zone Europe, la 136e nation mondiale, derrière le Koweït et devant la Lettonie, a créé la sensation en battant la République tchèque, ce dimanche, dans le modeste stade Tórsvøllur (près de 5.000 places) situé à Tórshavn, la capitale des Îles Féroé. Malgré un but du Lyonnais Adam Karabec, les Féroïens l'ont emporté devant leur public grâce à Hanus Sørensen, le latéral du NK Triglav Kranj (D2 slovène), et Martin Agnarsson, celui d'Aarhus Fremad (D2 danoise). Un succès qui place les joueurs d'Eyoun Klakstein à la troisième place de leur groupe avec 12 points, à quatre longueurs de la Croatie (qui compte un match en moins) et seulement une de la République

tchèque. De quoi rêver d'un voyage inattendu en Amérique l'an prochain. Pour rappel : les premiers de groupe obtiennent une qualification directe pour le Mondial 2026. Les deuxièmes participent à des barrages, tout comme certaines équipes repêchées en fonction de la dernière Ligue des nations, ce qui ne sera pas le cas des Îles Féroé. Pour espérer disputer la première Coupe du monde de leur histoire, les Féroïens, qui comptent quatre victoires et trois défaites, devront donc terminer deuxièmes de la poule L et s'imposer en barrages. Un parcours qui semble aujourd'hui très compliqué. Lors de leur dernier match de qualifications, les Îles Féroé se rendront en Croatie le 14 novembre, trois jours avant le match entre la République tchèque et Gibraltar. Pour arracher la deuxième place du groupe, les hommes d'Eyoun Klakstein, qui restent sur trois succès de rang, devront gagner en Croatie, en espérant que les Tchèques ne battent pas Gibraltar à domicile. L'exploit serait retentissant pour le petit archipel, qui n'a encore jamais participé à un tournoi majeur depuis son rattachement à la FIFA en 1988.



FC BARCELONE

Relance, ailleurs
de Lewandowski

Arrivé en 2022 avec l'étiquette de superstar, Robert Lewandowski s'était rapidement imposé comme le fer de lance du Barça. Auteur de 33 buts et 8 passes décisives dès sa première saison, il a incarné la renaissance offensive du club catalan sous Xavi Hernández. Sa rigueur, son sens du but et son professionnalisme ont impressionné aussi bien le vestiaire que les supporters. Mais après une deuxième saison plus mitigée, marquée par des pépins physiques, le natif de Varsovie semble avoir atteint un point de bascule. Malgré une troisième année impressionnante statistiquement (42 buts en 52 matchs), la réalité du temps qui passe et des exigences du haut niveau s'est imposée à lui. Depuis plusieurs semaines, selon Foot Mercato et les échos du quotidien Sport, la direction du Barça aurait acté son départ en fin de saison 2025-2026. En fin de contrat en juin, Robert Lewandowski ne sera pas prolongé, une décision motivée par ses émoluments colossaux (26 millions d'euros bruts annuels) et par la volonté du club de renouveler son secteur offensif.

Et si la fin approchait pour l'un des buteurs les plus emblématiques du football moderne ? À 37 ans, Robert Lewandowski semble être à un tournant décisif de sa carrière. Après avoir illuminé la scène européenne, d'abord au Bayern Munich puis au FC Barcelone, le Polonais s'apprête à écrire le dernier chapitre de son histoire en Catalogne. Entre blessures, concurrence accrue et réflexion personnelle, l'attaquant aurait pris une décision lourde de conséquences quant à son avenir.

IL DIT NON À LA RETRAITE
Pour Robert Lewandowski, cette fin d'aventure n'a rien d'un renoncement. Bien au contraire. L'attaquant polonais, perfectionniste et ambi-

tieux, refuse de tirer sa révérence sous la pression du temps ou des blessures. À 37 ans, il se voit encore capable de performer au plus haut niveau, au moins pour une ou deux saisons supplémentaires. Ce choix, mûrement réfléchi, s'inscrit dans la continuité d'un parcours bâti sur la constance et la discipline. S'il ne cache pas sa lassitude face à certaines critiques, Lewandowski conserve une motivation intacte. Ce départ programmé de Barcelone n'est donc pas une rupture, mais une transition. Une manière élégante de refermer un chapitre sans effacer les pages dorées écrites au Camp Nou. Contrairement à nombre de stars de sa génération, Robert Lewandowski n'a aucune intention de céder aux sirènes de l'Arabie saoudite. Toujours selon les informations de Foot Mercato et du média catalan Sport, le buteur aurait rejeté plusieurs offres venues du Golfe, préférant rester dans un championnat compétitif. L'idée d'un retour en Allemagne ou d'un dernier défi en Serie A n'est pas écartée, mais rien n'est encore arrêté.

France : Zidane ne ferme pas la port aux Bleus

L'ancien capitaine des Bleus garde espoir. Zinedine Zidane a répété ce dimanche qu'il avait envie d'entraîner l'équipe de France. « Je suis certain que je vais revenir entraîner », a-t-il déclaré lors du Festival du sport, organisé par le quotidien sportif italien La Gazzetta dello Sport. « Dans le futur, et je ne dis pas que cela va arriver maintenant, ce que je veux un jour, c'est entraîner la sélection nationale (française). On verra bien », a poursuivi le champion du monde 1998 et champion d'Europe 2000. Zidane, 53 ans, est présenté comme le grandissime favori à la succession de Didier Deschamps qui quittera le poste de sélectionneur de l'équipe de France qu'il occupe depuis l'été 2012 après le Mondial-2026 si les Bleus se qualifient. « Zizou » a mis sa carrière d'entraî-

neur entre parenthèses après son départ du Real Madrid qu'il a entraîné de 2016 à 2018 et de 2019 à 2021 avec qui il a remporté deux titres de champion d'Espagne (2017, 2020) et trois Ligue des champions consécutives (2016, 2017, 2018). Pour être un bon entraîneur, a expliqué Zidane, « le plus important est d'avoir la passion du foot (...) et d'avoir envie de transmettre quelque chose à tes joueurs, ce que tu as en toi, au plus profond de toi ». « Un entraîneur a un rôle important dans les succès de son équipe, selon moi, c'est 80% (...) Il transmet son énergie, son envie de bien faire les choses », a poursuivi l'ancien joueur de Cannes (1988-92), Bordeaux (1992-96), de la Juventus Turin (1996-2001) et du Real Madrid (2001-06).

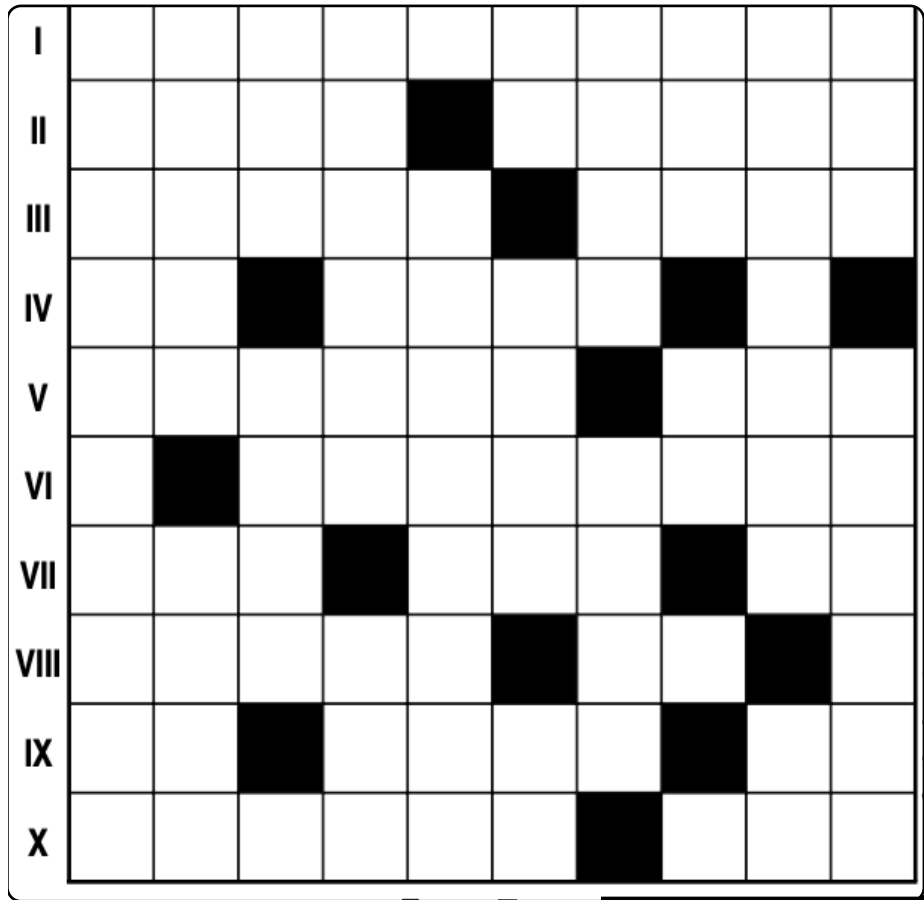
LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALLEMENT

Cépage de Bourgogne blanc. II. Déesse grecque. Arbre pleureur.
Sous-préfecture de Saône-et-Loire. Ablution. IV. Petit monsieur anglais. Embarcadère. V. Capitale des vins de Bourgogne. Bruit.
Sauce bourguignonne pour les oeufs. VII. Brame. Pied de vigne.
Ville. VIII. Bible hébraïque. Ville sur la Tille (en Côte-d'Or).
3ème personne. Ville de l'Yonne. Métal précieux. X. Rivière frontière entre la Pologne et l'Allemagne. Raisin pressé.

VERTICALEMENT

Grand cru de Bourgogne. 2. Partie du jour. Dieu des vents.
Savoir-faire. Âpre. 4. Enroué. En plein dans la nasse. 5. Un peu d'as. 6. Vertèbre. Brasse de l'air. Négation. 7. Post-impressionniste.
Ils sont plein de blé. 8. Mélangea les couleurs. Petit saint. 9. Cépage ancien de Bourgogne. Donne le choix. 10. Monnaie asiatique.
Préfecture en Bourgogne.



MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est : constellation

- ILERON

LPAGE

ETON

ISEAU

ABINE

ASCADÉ

IBLE

ITADELLE
- CIVIL

COCON

CONVIVE

COPIE

COUPOLE

DIESEL

ECHEC

ETAIN
- FRAISE

FRICHE

GARAGE

GOULAG

GOULOT

GREC

INDEX

MAGASIN
- MARMITE

MELODIE

MILLION

MINEUR

MOMIE

MOTEUR

MUSCLE

PATHOLOGIE
- PIANO

PISTOLET

PLACE

PODIUM

PORTION

SABRE

SCHEMA

SCORBUS
- SPIRALE

TAMBOUR

VEINE

VENAL

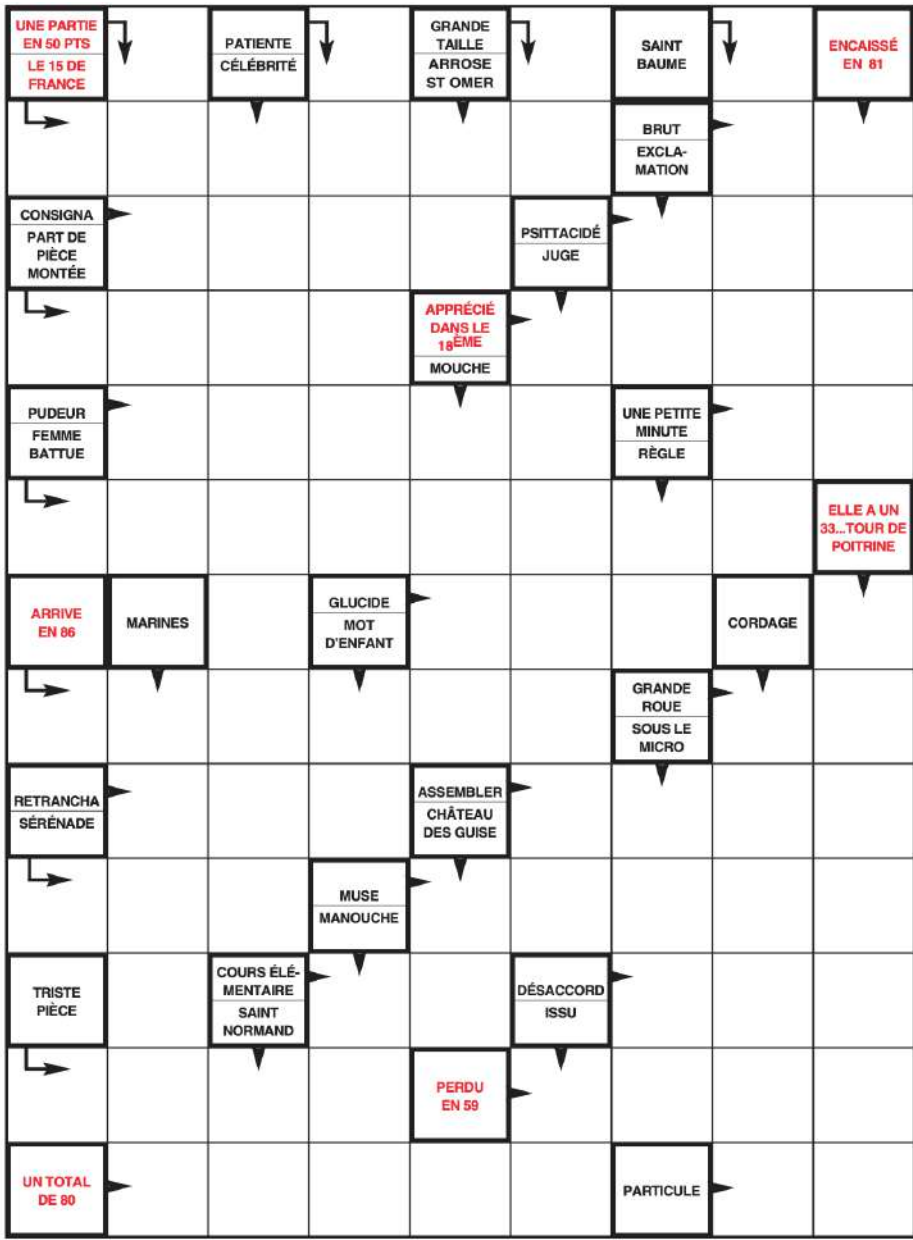
VERANDA

VERRUE

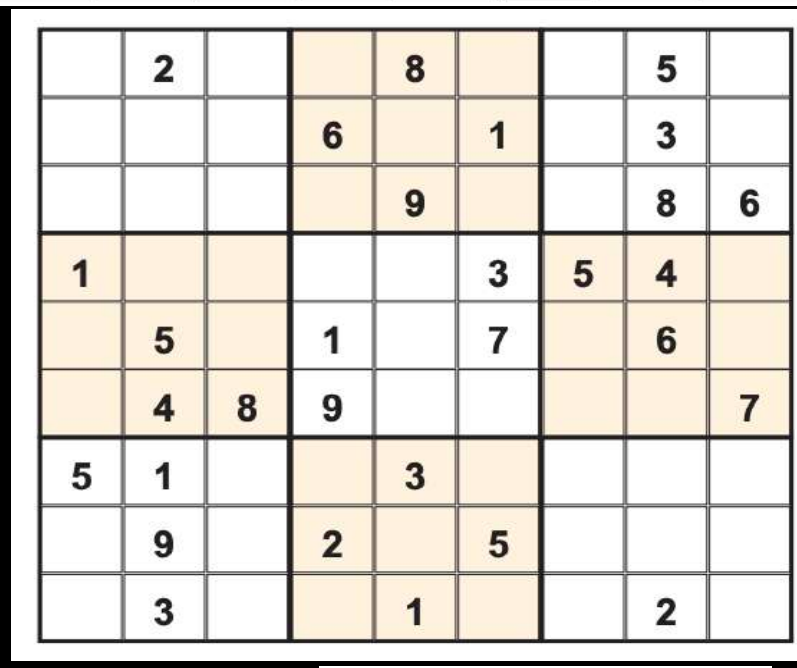
VIVIER



LES MOTS FLÉCHÉS



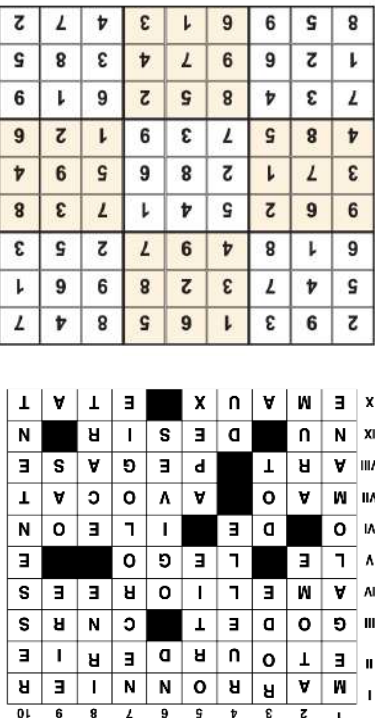
SUDOKO



SOLUTION LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO - LES MOTS CROISÉS



MÉMOIRE ET TRANSMISSION

Safia Belhocine Zemirli redonne voix aux enfants de la guerre d'Algérie

Au Centre culturel universitaire d'Alger, l'enseignante et écrivaine Safia Belhocine Zemirli a présenté son ouvrage 1er Novembre 1954, les petites histoires dans la grande Histoire (éd. L'Odyssée). À travers seize récits inspirés de souvenirs d'enfants, elle restitue la guerre de Libération à hauteur de regard juvénile. Un livre-mémoire qui mêle émotion, pédagogie et devoir de transmission.

■ Par : Samy Terki

Au Centre culturel universitaire d'Alger, Safia Belhocine Zemirli a présenté, samedi dernier, son ouvrage 1er Novembre 1954, les petites histoires dans la grande Histoire, paru aux éditions L'Odyssée. Un livre où la grande épopée nationale se raconte à hauteur d'enfant, à travers seize témoignages romancés recueillis et portés par une écriture limpide. Native de Tizi Ouzou, l'autrice y replonge dans ses propres souvenirs d'enfance, marqués par les échos de la guerre de Libération. À travers la voix de l'enfant qu'elle fut, mais aussi celles d'autres jeunes témoins de cette époque, elle revisite une mémoire intime et collective, souvent absente des récits officiels. Ces « petites histoires », dit-elle, sont autant de fragments d'une vérité vécue, de sensations et de silences transmis entre générations. Enseignante de formation et de vocation, Safia Belhocine Zemirli s'est d'abord consacrée à la pédagogie avant de se tourner vers l'écriture. Spécialisée en langue anglaise, elle s'était donné pour modèle sa première professeure, celle qui lui avait transmis le goût d'apprendre et de transmettre. Formatrice d'enseignants durant plusieurs années, elle a également animé un blog où se mêlaient réflexions didactiques, récits



de vie et souvenirs personnels. Ce travail d'écriture, d'abord intime, a fini par trouver sa voie dans le livre, comme prolongement naturel d'un engagement éducatif. L'un des déclencheurs de ce projet remonte à mars 2014. Ce jour-là, fidèle auditrice de la Radio Chaîne III depuis les années 1970, elle appelle une émission diffusée à l'occasion de la fête de la Victoire pour évoquer un souvenir d'enfance lié à la guerre. Ce témoignage spontané touche de nombreux auditeurs, au point que la radio la recontacte après l'émission, plusieurs personnes souhaitent à leur tour confier leurs propres souvenirs. « En ouvrant ma boîte à souvenirs, j'ai réveillé

innocemment ceux d'autres personnes », raconte-t-elle. De cette correspondance mémorielle naîtra le livre, un recueil où l'émotion individuelle devient un patrimoine commun. Dans ces récits, Safia Belhocine Zemirli redonne voix aux enfants de la guerre. Elle évoque leurs peurs, leurs émerveillements parfois, leurs incompréhensions face aux violences du monde adulte. Son écriture, simple et sensible, restitue cette « perception fragmentaire » du réel, où chaque bruit, chaque regard, devient porteur de sens. « Ce n'est qu'avec le recul que j'ai compris l'importance de ce que j'avais vu et entendu », confie-t-elle. Ces pages

témoignent de la manière dont la guerre s'imprime dans la mémoire enfantine, non comme une suite d'événements, mais comme un tissage d'émotions et d'images indélébiles. Pour l'autrice, la transmission de l'histoire nationale doit se faire dans un « langage » accessible, capable de toucher le cœur des jeunes. Elle plaide pour une approche vivante de l'enseignement de l'histoire : raconter, plutôt que réciter. « À travers les contes et les témoignages, on peut faire comprendre à ces nouvelles générations ce que fut la guerre, sans les éloigner par un discours figé », explique-t-elle. Convaincue que « les mythes et les héros façonnent l'imaginaire collectif », elle défend une pédagogie de la mémoire qui s'ancre dans la parole familiale, les récits de proximité, les souvenirs transmis au coin de la table. La rencontre d'Alger s'est conclue dans une atmosphère empreinte d'émotion et de gratitude. Safia Belhocine Zemirli y a rappelé la nécessité d'un devoir de mémoire partagé, mais aussi la place qu'il faut redonner aux voix longtemps tues, celles des enfants de la guerre. Leur regard, fragile et lucide à la fois, éclaire autrement la grande Histoire, en y inscrivant la tendresse et la douceur d'une génération témoin.

S.T.

À Oran, le Festival du film arabe explore le cinéma mobile

Dans un monde saturé d'images, où chaque instant est enregistré, partagé, recyclé, l'idée même de cinéma pourrait sembler menacée par la profusion. Pourtant, à Oran, le geste cinématographique se réinvente à partir de l'outil le plus banal (le smartphone) pour redevenir un acte de création libre et lucide. C'est tout le sens de la formation proposée par le réalisateur Iyad Al-Dawad dans le cadre de la 13^e édition du Festival international du film arabe d'Oran. Pendant cinq jours, un petit groupe de participants sera initié à ce qu'il appelle « une autre manière de filmer » : une approche où la contrainte technique devient moteur esthétique, et où la simplicité du dispositif redonne toute sa place au regard. Loin d'un simple atelier technique, la formation revendique une dimension à la fois artistique et émancipatrice. « Filmer avec un téléphone, ce n'est pas céder à la facilité, c'est adopter une nouvelle grammaire visuelle », explique Iyad Al-Dawad. Les participants apprendront à composer avec la lumière naturelle, à capter les sons de la rue, à raconter une histoire sans recours à l'artifice. L'« accent » sera mis sur le rythme, la cohérence narrative et la justesse du point de vue. Chaque étape (du cadrage au montage, du choix du sujet à l'intention du récit) sera pensée comme un exercice de dépouillement. L'objectif est de retrouver la force du cinéma dans sa forme la plus essentielle. Le réalisateur, connu pour allier rigueur formelle et engagement poétique, conçoit le cinéma mobile comme une manière d'élargir le champ du regard. « Le smartphone, outil du quotidien, peut devenir instrument de vérité », souligne-t-il. À travers les ruelles d'Oran, ses lumières dures, ses ombres changeantes, les apprentis cinéastes seront invités à observer autrement. Les scènes ordinaires (un visage, un geste, un éclat de voix) deviendront matière à récit. « Apprendre à filmer, ici, c'est apprendre à voir », résume le cinéaste. Voir ce que l'on ne regarde plus, écouter ce que l'on n'entend pas, révéler ce qui reste invisible. Le stage, volontairement limité à un petit nombre de participants, privilégie l'accompagnement individualisé. L'ambition est de faire de cette expérience un véritable laboratoire du regard, où chacun pourra affirmer sa sensibilité et sa singularité de créateur. Dans un contexte où l'industrie du cinéma cherche de nouveaux récits et de nouveaux formats, le festival d'Oran s'impose ainsi comme un espace d'expérimentation et de renouvellement. Les inscriptions sont ouvertes sur le site officiel du festival (film.oranfestivaldz.com). Il suffit désormais d'un smartphone, et d'un regard.

R.C.

THÉÂTRE ET IDENTITÉ

À Bejaïa, le théâtre africain s'interroge sur la place des langues populaires sur scène

C'est un thème complexe, ancré dans l'histoire et au cœur des enjeux contemporains de la création africaine, qu'a choisi le colloque scientifique du FITB : « Les langues populaires dans le théâtre en Afrique ». Depuis dimanche, universitaires, dramaturges et responsables culturels y confrontent leurs expériences et leurs visions d'un théâtre qui cherche à parler, littéralement, la langue de son peuple. Le président du colloque, le professeur Djamil Aïssani, a expliqué ce choix par « la nécessité de repenser les langues africaines comme de véritables vecteurs de créativité et d'expression artistique ». À ses côtés, le commissaire du festival, Slimane Benaïssa, a livré un témoignage personnel sur ce dilemme que connaissent nombre d'artistes, quelle langue choisir pour dire le monde sur scène ? Pour l'auteur de Prophète sans Dieu, la réponse s'est imposée avec évidence : sa langue maternelle, l'arabe algérien, « qui porte à la fois la diversité culturelle et la mémoire historique du peuple algérien ». Mais il souligne la nécessité d'un travail constant pour faire évoluer ces langues orales et les adapter à la scène. « La langue maternelle libère, dit-il. Dans sa langue, on ne se contente pas de parler, on s'exprime ». Le professeur Aïssa-

ni a rappelé que près de 7 000 langues sont parlées dans le monde, dont 3 000 sur le seul continent africain, avant d'évoquer le rôle de Bejaïa, jadis carrefour de la « route des savoirs », reliant les routes de l'or et du sel à travers l'Afrique. La première session du colloque, modérée par Abdenour Keramane et Boubekour Khelfaoui, a donné la parole à Abdou Karim Sango, ancien ministre burkinabé de la Culture et des Arts. Rappelant la solidarité historique de l'Algérie lors du 50^e Fespaco, il a souligné les limites d'une création artistique qui persiste à s'exprimer dans la langue de l'ancien colonisateur. « Il est difficile de penser l'Afrique dans la langue de l'autre », a-t-il déclaré, appelant à la relance du Manifeste d'Alger de 1969 et à la constitution d'un groupe de travail panafricain pour poursuivre l'héritage des pionniers du théâtre africain. Au Sénégal, a témoigné l'ancien ministre et journaliste Abdou Latif Coulibaly, les langues locales reprennent aujourd'hui vigueur. « Les séries télévisées brésiliennes, mexicaines ou indiennes ont cédé la place à des créations en langues nationales. » Mais il déplore le désintérêt des pouvoirs publics pour la culture et l'absence d'infrastructures adaptées. « Le théâtre a été un

moteur de l'indépendance. Aujourd'hui, il peine à retrouver sa place dans la société ». Le Pr Voho Sahi Alphonce, ancien ministre et diplomate ivoirien, a retracé pour sa part l'évolution du théâtre en Côte d'Ivoire, du théâtre universitaire au théâtre populaire, en passant par l'art de la marionnette. « Le théâtre a éveillé les consciences sous la colonisation avant de devenir un outil d'expression démocratique et de recherche esthétique », a-t-il affirmé. En parallèle des échanges théoriques, deux spectacles ont marqué la troisième journée du festival. Fil rouge, performance de la comédienne italienne Elisa Biagi, rend hommage à sa grand-mère, militante et résistante dans un village du Djurdjura pendant la guerre de Libération. Jouée en français et ponctuée de projections en théâtre d'ombres, la pièce conjugue mémoire intime et engagement politique. En soirée, le Théâtre régional de Constantine a présenté Carnaval romain, une adaptation libre du dramaturge hongrois Miklós Hubay. L'œuvre met en scène Magrit, une comédienne déchue que le directeur d'un théâtre manipule à des fins douteuses, une métaphore crue du pouvoir et de la marginalisation artistique.

R.C.

16

● Alger 29°

● Ouargla 42°

● Oran 30°

● Constantine 41°

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
05:34	12:54	15:55	18:26	19:45

La planète au bord d'un gouffre imprévisible, préviennent des scientifiques

Le monde vient d'entrer dans une « nouvelle réalité », caractérisée par la menace imminente que plusieurs composantes du système climatique basculent vers une nouvelle situation, exposant ainsi « des milliards de personnes à des risques catastrophiques ». Tel est l'avertissement solennel émis par 160 scientifiques issus de 23 pays, dans le rapport Global Tip-

ping Points, publié hier et coordonné par le professeur Timothy Lenton, de l'université d'Exeter au Royaume-Uni. Ces experts comptent parmi les plus éminents spécialistes mondiaux dans l'étude des points de bascule climatiques, concept désignant le seuil critique au-delà duquel un élément clé du climat terrestre (calottes polaires, courants océaniques, forêts tropicales, etc.) peut basculer de manière souvent irréversible vers un nouvel état. Le système climatique peut supporter un certain degré de perturbation (réchauffement global, déforestation, etc.), jusqu'à ce qu'un chan-

gement supplémentaire, même minime, provoque ce basculement. Le point de bascule constitue ainsi la goutte d'eau faisant déborder le vase. Or, le seuil de 1,5 °C de réchauffement planétaire pourrait bien représenter cette limite critique. Cette limite critique a été franchie pour la première fois en 2024, de manière temporaire. Et selon toute probabilité, elle sera franchie définitivement d'ici quelques années, alertent les chercheurs. Avec le risque d'effets en cascade à travers la planète. Ce qui fera entrer la planète dans un cycle de bouleversements importants.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D INFORMATION /Mardi 14 Octobre 2025//N° 1182// PRIX 20DA

Afin de s'adapter aux transformations technologiques La nomenclature de la formation professionnelle enrichie par de nouvelles spécialités environnementales

La nomenclature de la formation professionnelle a été enrichie de nouvelles spécialités liées à l'environnement, afin de s'adapter aux transformations technologiques et d'assurer un meilleur accompagnement aux jeunes entrepreneurs dans ce domaine.



Cette annonce a été faite lors d'une rencontre de coordination organisée hier à Alger, sur le thème « Entrepreneuriat environnemental : formation, soutien et accompagnement », en présence de la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, du ministre de l'Économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises, Nouredine Ouadah, et de la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab. Les nouvelles spécialités qui seront prochaine-

ment introduites dans le système de formation concernent notamment la valorisation et la transformation des déchets en engrais organique, ainsi que la valorisation de la matière organique. Elle a également évoqué le démontage des déchets électriques et électroniques, l'exploitation des stations de traitement des lixiviats, l'installation et la maintenance des panneaux solaires, ainsi que la formation de guides dans le tourisme environnemental. Dans une allocution prononcée lors de cette rencontre, Mme Krikou

a mis en avant l'importance de la formation dans les métiers de l'environnement, qui permet d'ouvrir de nouvelles perspectives aux jeunes et de développer ces métiers. Elle a souligné que cela contribuait à la valorisation des ressources, au soutien de l'économie nationale, à la protection de l'environnement et des écosystèmes, ainsi qu'à la création de nouveaux emplois. Pour sa part, M. Ouadah a estimé que la formation spécialisée, théorique et pratique, constituait la base essentielle pour créer de nouvelles entreprises dans le domaine de l'environnement. Il a salué les efforts de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) pour encourager les jeunes porteurs de projets environnementaux, notamment à travers le lancement d'un programme de financement de 1 000 microentreprises spécialisées dans la collecte et le recyclage des déchets plastiques. Mme Arhab a quant à elle affirmé que l'introduction des métiers verts dans le système de formation professionnelle « n'était pas un choix, mais une réponse aux exigences environnementales de l'économie nationale », représentant ainsi une véritable opportunité pour créer des emplois et assurer un développement local et national durable. Elle a également rappelé qu'en 2024, le nombre de diplômés des centres de formation relevant dans son secteur, 365 diplômés avaient été formés dans les spécialités de l'environnement, telles que le tri et le recyclage des déchets. Lors de cette rencontre de coordination, la directrice générale de l'ANGEM, Souad Bendjemil, a présenté un exposé sur les efforts de l'agence en matière de promotion de l'entrepreneuriat vert. Selon le bilan présenté, l'Agence a contribué au financement de 2 789 projets environnementaux, dont 84 dans le domaine du recyclage du plastique et d'autres matières.

Décès de Messaoud Ramdani et Boubakeur Hamidechi La Présidence présente ses condoléances

La Direction générale de la Communication à la Présidence de la République a présenté ses sincères condoléances et sa profonde compassion aux familles des deux journalistes Messaoud Ramdani et Boubakeur Hamidechi, décédés dimanche. La Direction générale de la Communication à la Présidence de la République a adressé ses sincères condoléances et sa profonde compassion aux familles des 2 journalistes Messaoud Ramdani Boubakeur Hamidechi, ainsi qu'à l'ensemble de la famille médiatique, priant le Tout-Puissant de les accueillir dans Sa vaste miséricorde et dans Son paradis. Dans son message adressé à la famille de Messaoud Ramdani, la Direction générale de la Communication écrit : « C'est avec une profonde tristesse que la Direction générale de la Communication à la Présidence de la République a appris la nouvelle du décès de Monsieur Messaoud Ramdani, journaliste retraité et grand enquêteur à la Radio Nationale, Chaîne I. » « Le défunt a laissé une bonne impression auprès de ses collègues et de tous ceux qui l'ont connu, grâce à sa gentillesse et son dévouement en tant que journaliste d'investigation et formateur pour les étudiants stagiaires en médias », a-t-on ajouté de même source, ajoutant qu'il a « inscrit son nom en lettres d'or dans l'histoire de la Chaîne I, ayant remporté le Micro d'Or deux fois de suite, en reconnaissance par le jury de la qualité exceptionnelle du contenu médiatique qu'il produisait. » « Que Dieu lui accorde Sa Sainte miséricorde et l'accueille dans Son vaste paradis, et qu'Il inspire à ses proches la patience et le réconfort. » En 2010, le regretté a remporté le « Micro d'or » pour une émission intitulée « Hanoï, le dernier voyage », qui rendait hommage aux journalistes, martyrs du devoir, morts dans le crash d'un avion algérien au Vietnam, et qui avait coûté la vie à 15 journalistes algériens. Messaoud Ramdani, était connu aussi pour ses couvertures médiatiques et enquêtes de terrain pour recueillir les témoignages de moudjahidine à travers les différents wilayas du pays sur le parcours de la glorieuse Révolution du 1 Novembre. Dans son message adressé à la famille de Boubakeur Hamidechi, la Direction générale de la Communication à la Présidence de la République a indiqué : « C'est avec une grande affliction et une profonde tristesse que la Direction générale de la Communication à la Présidence de la République a appris le décès de Boubakeur Hamidechi, doyen de la presse algérienne. » « Le défunt a laissé une empreinte marquante dans le paysage médiatique algérien dès les premiers jours qui ont suivi l'indépendance du pays, comme il s'est distingué par ses analyses pertinentes et une culture journalistique rare, qu'il a mises au service de nombreuses institutions médiatiques tout au long de sa riche carrière. » La Direction générale de la Communication poursuit : « En cette douloureuse circonstance, la direction générale de la Communication adresse ses condoléances les plus sincères et ses profonds sentiments de compassion à la famille du défunt ainsi qu'à l'ensemble de la famille médiatique. Qu'Allah le couvre de Sa miséricorde infinie et l'accueille en Son Vaste Paradis. « A Allah nous appartenons, et à Lui nous retournons. »

4 500 boîtes de cigarettes saisies au port de Béjaïa

Une tentative de contrebande de tabac a été déjouée au port de Béjaïa. Lors d'un contrôle douanier de passagers à destination du port de Marseille, en France, les agents de l'inspection principale de la gare ma-

ritime « Cheikh Haddad » ont découvert une quantité considérable de cigarettes Marlboro (4 500 boîtes) dissimulées dans divers compartiments du véhicule d'un voyageur. Cette opération témoigne de

la vigilance et de l'engagement continu des agents des douanes dans la lutte contre toute forme de contrebande et de fraude, afin de protéger l'économie nationale et les intérêts du Trésor public.

Découverte du corps sans vie de l'enfant disparu à Chlef : ouverture d'une enquête sur l'affaire

Le procureur de la République près le tribunal de Chlef a indiqué, dimanche soir dans un communiqué, que l'enfant dont la disparition avait été signalée a été retrouvé sans vie, précisant qu'une enquête préliminaire a été ouverte pour déterminer les tenants et aboutissants de l'affaire. « Conformément aux dispositions de l'article 19, alinéa 3, du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal de Chlef informe l'opinion publique que le 07/10/2025, le

nommé (T. M.) s'est présenté aux services de la Sûreté de la wilaya de Chlef pour signaler la disparition de son fils âgé de 4 ans. Après l'activation du plan national d'alerte pour disparition et enlèvement d'enfants, outre l'intensification des recherches, l'enfant disparu a été retrouvé sans vie le 10/10/2025 », précise la même source. Ainsi, « le parquet s'est rendu sur les lieux, en présence du père de l'enfant, de la Police judiciaire et du médecin légiste. Après identification de la victime, des prélèvements ont été effectués

sur la scène du crime par la police scientifique, une autopsie a été pratiquée sur la dépouille et des échantillons biologiques ont été prélevés par le médecin légiste. Une enquête préliminaire a été ouverte afin de déterminer les tenants et aboutissants de cette affaire », ajoute le communiqué. « Des poursuites pénales strictes seront engagées afin d'identifier et de traduire en justice les auteurs de ce crime odieux, en mobilisant tous les moyens légaux », conclut le communiqué.